



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.:
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/36
20 novembre 2024

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-quinzième réunion
Montréal, 4 – 8 décembre 2024
Point 9 c) de l'ordre du jour provisoire¹

AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR L'ANNÉE 2024

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/1

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUE demande au Comité exécutif d'approuver un montant de 7,457,150 \$ US plus des coûts d'appui d'agence de 290 780 \$ US pour les amendements à son programme de travail pour l'année 2024, indiqués dans le tableau 1. La demande est jointe au présent document.

Tableau 1: Amendements au programme de travail du PNUE pour l'année 2024

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE			
A1: Renouvellement de projets de renforcement des institutions			
Bahamas	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	180 000	180 000
Barbade	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	310 003	310 003
Belize	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XII)	203 224	203 224
Bhoutan	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase X)	180 000	180 000
Botswana	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VII)	207 127	207 127
Brunéi Darussalam	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	185 472	185 472
République centrafricaine	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VII)	180 000	180 000
Côte d'Ivoire	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XI)	281 758	281 758
Fidji	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIV)	180 000	180 000
Guinée	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIII)	180 000	180 000
Honduras	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XI)	180 000	180 000
Jamaïque	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XII)	180 000	180 000
Kirghizistan	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XII)	306 903	306 903
Lesotho	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XII)	180 000	180 000
Malawi	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIV)	180 000	180 000
Îles Marshall	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	180 000	180 000
Mauritanie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	180 000	180 000
Mozambique	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XI)	214 088	214 088
Népal	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XII)	180 000	180 000
Saint-Kitts-et-Nevis	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	180 000	180 000
Seychelles	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XI)	180 000	180 000

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
Sierra Leone	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase X)	227 336	227 336
Ouganda	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VI)	180 000	180 000
République-Unie de Tanzanie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	180 000	180 000
Viet Nam	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XV)	315 239	315 239
Total pour A1		5 131 150	5 131 150
A2 : Préparation de projets en vue de plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)			
Bahreïn	Préparation d'un PGEH (phase III)	30 000	30 000
Bangladesh ^a	Préparation d'un PGEH (phase III)	15 000	15 000
Dominique ^b	Préparation d'un PGEH (phase II)	20 000	20 000
Timor-Leste	Préparation d'un PGEH (phase III)	30 000	30 000
Total partiel pour A2		95 000	95 000
Coûts d'appui d'agence		12 350	12 350
Total pour A2		107 350	107 350
A3: Préparation de projets pour les plans d'élimination de HFC de Kigali (KIP)			
Bahamas ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	91 000	91 000
Barbade	Préparation d'un KIP (phase I)	130 000	130 000
Oman ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	160 000	160 000
Total partiel pour A3		381 000	381 000
Coûts d'appui d'agence		49 530	49 530
Total pour A3		430 530	430 530
A4 : Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan de collecte, de transport et d'élimination de ces substances.²			
Bahamas	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	80 000	80 000
Bhoutan	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	70 000	70 000
Brunéi Darussalam	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	90 000	90 000
Eswatini	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	80 000	80 000
Gambie	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	80 000	80 000
Maldives	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	80 000	80 000
Mongolie	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	80 000	80 000
Népal	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	80 000	80 000
Sri Lanka	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	90 000	90 000
Timor-Leste	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	70 000	70 000
Ouganda	Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan	70 000	70 000
Total partiel pour A4		870 000	870 000

² Ci-après dénommée élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
Coûts d'appui d'agence		113 100	113 100
Total pour A4		983 100	983 100
A5 : Préparation du projet d'inventaires régionaux/nationaux des banques de substances contrôlées utilisées ou indésirables et d'un plan			
13 pays insulaires du Pacifique (PIC)	Préparation d'inventaires régionaux/nationaux de banques de substances réglementées utilisées ou indésirables et plan aux Îles Cook, aux Fidji, à Kiribati, aux Îles Marshall, en Micronésie (États fédérés de), à Nauru, à Nioué, aux Palaos, au Samoa, aux Îles Salomon, aux Tonga, aux Tuvalu et au Vanuatu	930 000	930 000
Sous-total pour A5		930 000	930 000
Coûts d'appui d'agence		112 300	112 300
Total pour A5		1 042 300	1 042 300
A6 : Assistance technique pour les activités de facilitation (décision 79/46)			
Antigua-et-Barbuda	Activités de facilitation de l'élimination des -HFC	50 000	50 000
Sous-total pour A6		50 000	50 000
Coûts d'appui d'agence		3 500	3 500
Total pour A6		53 500	53 500
Total pour A1, A2, A3, A4		7 457 150	7 457 150
Coûts d'appui d'agence pour A1, A2, A3, A4		290 780	290 780
Total général		7 747 930	7 747 930

^a Le PNUD étant agence d'exécution principale

^b L'ONUDI étant agence d'exécution coopérante

ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

A1: Renouvellement de projets de renforcement des institutions

Description du projet

2. Le PNUE a soumis des demandes pour le renouvellement des projets de renforcement des institutions pour les pays mentionnés dans la section A1 du tableau 1. La description de ces projets figure à l'Annexe I au présent document.

Observations du Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné les demandes pour le renouvellement de 25 projets de renforcement des institutions, présentés par le PNUE au nom des gouvernements concernés, par rapport aux lignes directrices³ et aux décisions pertinentes concernant l'admissibilité et les niveaux de financement. Les demandes ont été recoupées avec les plans de travail initiaux pour la phase précédente, les données du programme de pays et les données exigées en vertu de l'article 7, le dernier rapport sur la mise en œuvre de

³ Décision 91/63 : (b) D'approuver le format révisé des rapports finaux et des demandes de prolongation du financement des projets de renforcement des institutions, et les indicateurs de performance correspondants; et (c) De demander aux pays visés à l'article 5, par l'intermédiaire des agences bilatérales et d'exécution, d'utiliser le format révisé mentionné à l'alinéa (b) ci-dessus pour toutes les demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions à partir de la première réunion du Comité exécutif en 2023.

leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), le rapport périodique de l'agence, et toute décision pertinente de la Réunion des Parties. Il a été relevé que les 25 pays ont transmis les données de leurs programmes de pays et au titre de l'article 7 pour 2023 et respectent les objectifs de réglementation dans le cadre du Protocole de Montréal et que leurs consommations annuelles de HCFC déclarées ne dépassent pas la consommation annuelle maximale autorisée, inscrite dans leurs accords de PGEH passés avec le Comité exécutif. En outre, toutes les demandes soumises incluaient une évaluation des indicateurs de performance, des risques du projet et de sa pérennité, et de l'atteinte des objectifs de renforcement des institutions, conformément à la décision 91/63(b).

Recommandation du Secrétariat

4. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de renouvellement du renforcement institutionnel des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Bhoutan, du Botswana, du Brunéi Darussalam, de la République centrafricaine, de la Côte d'Ivoire, des Fidji, de la Guinée, du Honduras, de la Jamaïque, du Kirghizistan, du Lesotho, du Malawi, des Îles Marshall, de la Mauritanie, du Mozambique, du Népal, de Saint-Kitts-et-Nevis, des Seychelles, de la Sierra Leone, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie et du Viet Nam, aux niveaux de financement indiqués dans la section A1 du tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif pourrait souhaiter transmettre les observations figurant à l'Annexe II du présent document, aux gouvernements des pays mentionnés ci-dessus.

A2: Préparation de projets pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC

Description du projet

5. Le PNUE a soumis des demandes pour la préparation de nouvelles phases de PGEH pour quatre pays visés à l'Article 5, en qualité d'agence d'exécution principale, avec l'ONUDI étant agence de coopération ; et pour deux pays en qualité d'agence d'exécution désignée et pour un pays en qualité d'agence de coopération désignée, le PNUD étant agence d'exécution principale, comme cela est indiqué dans la section A2 du Tableau 1.

6. Le PNUD, en tant qu'agence d'exécution principale de la phase III du PGEH du Bangladesh, a demandé 45 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 3 150 \$ US, et a fourni une description des activités requises pour la préparation du projet et les coûts correspondants de chaque activité dans ses amendements au programme de travail pour 2024⁴ ; les commentaires du Secrétariat y sont également inclus. L'ONUDI, en tant qu'agence de coopération pour la phase II du HPMP pour la Dominique, a demandé 10 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 700 \$ US dans ses amendements au programme de travail pour 2024.⁵

7. Le PNUE, en tant qu'agence d'exécution désignée ou principale, a fourni une description des activités visant à soutenir les demandes de préparation de projets pour la phase II du PGEH pour la Dominique et pour la phase III des PGEH pour Bahreïn et le Timor-Leste, qui comprenaient : la justification du financement demandé pour la préparation du projet; un rapport d'étape sur la mise en œuvre des étapes précédentes des PGEH concernés ; et la liste des activités à entreprendre pendant la préparation du projet et les budgets correspondants en utilisant le format des demandes de préparation de projet pour les PGEH.

Observations du Secrétariat

8. Lors de l'examen des demandes, le Secrétariat a tenu compte des directives relatives au financement de la préparation des PGEH pour les pays visés à l'article 5 contenues dans la décision 71/42, les progrès réalisés lors des étapes précédentes des PGEH, y compris l'état d'avancement de la mise en

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/35

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/37

œuvre des tranches au moment de la préparation du présent document, et la décision 84/46(e).⁶ Le Secrétariat a relevé que le financement demandé est conforme à la décision 71/42 et que les quatre demandes sont conformes à la décision 82/45 autorisant la soumission de demandes de préparation de projets pour l'étape suivante du PGEH deux ans avant la date de fin de l'étape précédente de celui-ci.

9. Le Secrétariat a en outre relevé que les pays ont transmis les données de leurs programmes de pays et leurs données soumises au titre de l'article 7 pour 2023 respectent les cibles de la réglementation dans le cadre du Protocole de Montréal et que leurs consommations annuelles de HCFC déclarées ne dépassent pas la consommation annuelle maximale autorisée, inscrite dans leurs Accords de PGEH passés avec le Comité exécutif.

10. Le PNUE a confirmé que la phase II du PGEH pour la Dominique et la phase III des PGEH pour Bahreïn et le Timor-Leste élimineront progressivement 100 % de la valeur de référence de HCFC dans ces pays d'ici le 1^{er} janvier 2030.

Recommandation du Secrétariat

11. Le Secrétariat recommande l'approbation générale de la préparation des projets pour la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la Dominique et la préparation des projets pour la phase III du PGEH du Bahreïn et du Timor-Leste, au niveau de financement indiqué dans la section A2 du tableau 1.

A3: Préparation de projets pour les plans de mise en œuvre sur les HFC de Kigali

Description du projet

12. Le PNUE a soumis des demandes pour la préparation de la phase I d'un KIP pour trois pays visés à l'article 5, pour un pays en tant qu'agence d'exécution désignée et pour deux pays en tant qu'agence d'exécution principale désignée, l'ONUDI étant agence coopérante. Ces demandes sont présentées dans la section A3 du tableau 1.

13. Le PNUE, en tant qu'agence d'exécution principale ou désignée pour les Bahamas, la Barbade et Oman, a fourni une description des activités requises pour la préparation de la phase I des KIP pour ces pays et les coûts correspondants de chaque activité en utilisant le format de demande de préparation de projet applicable aux KIP.

14. L'ONUDI, en tant qu'agence d'exécution coopérante pour les Bahamas et pour Oman, a demandé 69 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence à hauteur de 4 830 \$ US.⁷

Observations du Secrétariat

15. Lors de l'examen de ces demandes, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices pour la préparation des KIP, contenues dans la décision 87/50, des activités proposées pour la préparation de projet et leurs liens avec les activités de facilitation et autres projets reliés aux HFC dans les pays concernés.

16. Les soumissions pour les Bahamas, la Barbade et Oman comprenaient chacune des données sur la consommation de HFC et de mélanges de HFC de 2021 à 2023 et les activités de préparation du projet comprenaient une enquête nationale et une collecte de données sur la consommation de HFC, une analyse de l'utilisation des HFC et des solutions de remplacement ; un examen des initiatives, politiques et

⁶ L'inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités n'est autorisée que pour les pays disposant d'une phase II de PGEH approuvée avec des cibles de réduction inférieures aux objectifs de conformité de 2025.

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/37

réglementations nationales pertinentes liées à la réduction progressive des HFC ; une évaluation des besoins dans le secteur de l'entretien de la réfrigération et de la climatisation ; l'élaboration de plans relatifs à la communication et aux activités de sensibilisation ; l'élaboration d'une stratégie globale de réduction progressive des HFC ; et des activités d'intégration de la dimension de genre. À Oman, les activités préparatoires comprenaient également des évaluations des centres de réutilisation et de recyclage des frigorigènes et des secteurs de l'entretien des climatiseurs mobiles, de la lutte contre les incendies, de la fabrication de mousse, et du froid ; des évaluations des capacités supplémentaires requises pour les douanes et l'Unité nationale de l'ozone ainsi qu'un examen des normes d'efficacité énergétique.

17. Le Secrétariat a relevé que les trois pays avaient ratifié l'Amendement de Kigali⁸; que les gouvernements ont fourni des lettres d'approbation pour soutenir la préparation du projet et que le financement demandé est conforme à la décision 87/50(c). Le PNUE a indiqué que pour les Bahamas et Oman, la préparation du projet pour la stratégie globale des KIP s'appuierait sur les activités mises en œuvre dans le cadre des activités habilitantes pour la réduction progressive des HFC qui avaient contribué à la ratification de l'Amendement de Kigali dans ces pays ; tandis que la Barbade n'avait pas reçu de financement antérieur pour les activités habilitantes et que la préparation du KIP serait la première activité à soutenir la réduction progressive des HFC dans le pays.

Recommandation du Secrétariat

18. Le Secrétariat recommande l'approbation générale de la préparation des projets pour la phase I des plans de mise en œuvre des HFC de Kigali pour les Bahamas, la Barbade et Oman, aux niveaux de financement indiqués dans la section A3 du tableau 1.

A4 : Élaboration d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et d'un plan de collecte, de transport et d'élimination de ces substances.

Description du projet

19. Le PNUE a présenté des demandes pour la préparation d'un inventaire national des banques de substances réglementées utilisées ou indésirables et des plans pour 11 pays en tant qu'agence d'exécution désignée, comme indiqué dans la section A4 du tableau 1.

Observations du Secrétariat

20. Lors de l'examen de la demande, le Secrétariat a tenu compte des critères de préparation d'un inventaire national des banques de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan dans la décision 91/66, ainsi que les activités proposées pour la préparation de projets et leur lien avec les plans d'élimination ou de réduction progressive (c'est-à-dire le PGEH ou le KIP) à l'échelle du pays. Le Secrétariat a pris note de ce que chaque demande de financement est conforme à la décision 91/66.

21. Le PNUE, en tant qu'agence d'exécution désignée, a fourni une description des activités requises pour la préparation d'un inventaire national des banques de substances contrôlées usagées ou indésirables et un plan pour les Bahamas, le Bhoutan, le Brunéi Darussalam, l'Eswatini, la Gambie, les Maldives, la Mongolie, le Népal, Sri Lanka, le Timor-Leste et l'Ouganda en utilisant les formulaires de soumission pertinents pour les propositions de projet.

22. Les activités prévues dans les demandes de financement pour les 11 pays comprenaient l'examen des données disponibles ; la préparation de l'inventaire national, du plan d'action et du rapport final ; les consultations et la validation des parties prenantes ; un examen et une analyse des réglementations et des

⁸ Les dates de ratification du Protocole de Kigali sont : pour les Bahamas, le 30 mai 2023 ; pour la Barbade, le 19 avril 2021 ; et pour Oman, le 8 novembre 2024.

politiques existantes, y compris les politiques de gestion des déchets ; la projection des quantités de SAO et de HFC usagés ou indésirables qui pourraient nécessiter une récupération, une valorisation, un recyclage ou une élimination à l'avenir et examiner les centres de récupération et de recyclage et les autres centres impliqués dans la gestion des déchets ; une évaluation de la faisabilité et des coûts des options d'élimination existantes (recyclage, valorisation, destruction) et une évaluation de la viabilité économique des centres de valorisation et des usines de destruction pour élaborer un modèle commercial ou financier visant à assurer la durabilité à long terme des opérations de collecte ou d'élimination ; et des activités d'intégration de la dimension de genre . Outre ces activités, des activités de suivi, d'évaluation et de mise en œuvre de projets ont été incluses pour 10 pays et l'identification de laboratoires et de capacités d'analyse de la composition des SAO et des HFC utilisés ou indésirables a été incluse pour sept pays.

Recommandation du Secrétariat

23. Le Secrétariat recommande l'approbation générale de la préparation d'un inventaire national des banques de substances contrôlées utilisées ou indésirables et d'un plan de collecte, de transport et d'élimination de ces substances pour les Bahamas, le Bhoutan, le Brunéi Darussalam, l'Eswatini, la Gambie, les Maldives, la Mongolie, le Népal, Sri Lanka, le Timor-Leste et l'Ouganda, au niveau de financement indiqué dans la section A4 du tableau 1.

A5 : Préparation du projet d'inventaires régionaux/nationaux des banques de substances contrôlées utilisées ou indésirables et d'un plan

Description du projet

24. Le PNUE a présenté une demande de préparation d'inventaires régionaux/nationaux de banques de substances contrôlées utilisées ou indésirables et d'un plan pour 13 pays insulaires du Pacifique, en qualité d'agence d'exécution désignée, comme indiqué dans la section A5 du tableau 1.

Observations du Secrétariat

25. Lors de l'examen des demandes, le Secrétariat a tenu compte des critères de préparation d'un inventaire national des banques de substances réglementées usagées ou indésirables et d'un plan dans la décision 91/66, ainsi que les activités proposées pour la préparation de projets et leur lien avec les plans d'élimination ou de réduction progressive (c'est-à-dire le PGEH ou le KIP) à l'échelle des pays.

26. Le PNUE a expliqué que l'approche régionale avait été un mécanisme efficace pour partager les bonnes pratiques/expériences entre les pays insulaires du Pacifique pour la mise en œuvre réussie du PGEH pour les Îles Cook, Kiribati, les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Nauru, Nioué, les Palaos, le Samoa, les Îles Salomon, les Tonga, les Tuvalu et le Vanuatu et a en outre expliqué que l'inventaire régional des banques de substances réglementées usagées ou indésirables et le plan régional pour les pays insulaires du Pacifique incluraient également les Fidji, qui n'avaient pas été incluses dans les projets régionaux précédents, mais en tant que l'un des plus grands pays consommateurs de HFC de la région, auraient un rôle important à jouer dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional pour la gestion écologiquement rationnelle des substances réglementées usagées ou indésirables.

27. Les inventaires régionaux ou nationaux et la préparation des plans comprendraient une combinaison d'activités nationales et régionales, les premières étant menées par chaque pays, et les secondes étant dirigées par le PNUE et axées sur des consultations entre les pays pour avoir une compréhension commune des activités prévues et des résultats escomptés. Le Secrétariat a relevé que le financement demandé pour l'élaboration d'un inventaire national régional des banques de substances contrôlées utilisées ou indésirables et d'un plan régional pour 13 pays insulaires du Pacifique était conforme au financement maximal disponible. La consommation de référence de HCFC dans ces pays, le financement maximal éligible et les niveaux de financement proposés pour les composantes régionales et nationales sont présentés dans le tableau 2.

Tableau 2. Consommation de référence de HCFC pour le financement des PIC

Pays	Valeur de référence des HCFC (Tonnes PAO)	Montant maximal du financement admissible en vertu de la décision 91/66 (\$ US)	Financement proposé pour la préparation régionale et nationale (\$ US)
Îles Cook	0,10	70 000	24 000
Kiribati	0,10	70 000	54 000
Fidji	5,73	80 000	13 000
Îles Marshall	0,20	70 000	19 000
Micronésie (États fédérés de)	0,20	70 000	27 000
Nauru	0,00	70 000	13 000
Nioué	0,00	70 000	13 000
Palaos	0,20	70 000	18 000
Samoa	0,30	70 000	24 000
Îles Salomon	2,00	80 000	24 000
Tonga	0,10	70 000	24 000
Tuvalu	0,10	70 000	13 000
Vanuatu	0,30	70 000	24 000
Échelle régionale	s.o.	s.o.	640 000
Total	9,33	930 000	930 000

28. Les activités de préparation de la composante régionale comprennent l'élaboration d'une stratégie nationale et régionale, d'une politique et d'un plan d'action sur la gestion des substances contrôlées utilisées ou indésirables en fonction du contexte de chaque pays ; la collecte de données, l'analyse d'enquêtes et l'estimation des stocks ; une évaluation des pratiques, infrastructures, politiques, cadres institutionnels et défis existants en matière de gestion des substances contrôlées indésirables dans la région ; la prévision des quantités de SAO ou de HFC usagées ou indésirables qui pourraient nécessiter une récupération, un recyclage ou une remise en état ou une destruction à l'avenir ; l'élaboration d'un modèle commercial et financier national adapté au contexte de chaque pays ; une évaluation de la conformité technique des usines de ciment existantes aux Fidji ; et deux ateliers thématiques sur le fonctionnement, la gestion et l'élimination des substances contrôlées utilisées ou indésirables pour appuyer la prise de décision et sur la stratégie régionale et les plans d'action pour les pays insulaires du Pacifique. Les activités de la composante nationale comprennent la collecte de données au niveau national pour l'estimation de l'inventaire et l'évaluation des infrastructures, des politiques nationales, des cadres institutionnels et des défis ; les consultations des parties prenantes et les réunions bilatérales ; ainsi que la gestion du projet, le suivi, les rapports d'avancement, le rapport final au niveau national et l'évaluation.

Recommandation du Secrétariat

29. Le Secrétariat recommande l'approbation générale de la préparation d'inventaires régionaux ou nationaux de banques de substances réglementées utilisées ou indésirables et d'un plan de collecte, de transport et d'élimination de ces substances pour les Îles Cook, Kiribati, les Fidji, les Îles Marshall, les États

fédérés de Micronésie, Nauru, Nioué, les Palaos, le Samoa, les Îles Salomon, les Tonga, les Tuvalu et le Vanuatu, au niveau de financement indiqué dans la section A5 du tableau 1.

A6 : Assistance technique pour les activités de facilitation (décision 79/46)

Contexte

30. Conformément à la décision 79/46,⁹ Le PNUE a présenté une demande de financement pour la mise en œuvre d'activités visant à réduire progressivement les HFC à Antigua-et-Barbuda¹⁰ comme indiqué à la section A6 du tableau 1.

31. Les activités habilitantes consistent en une analyse de la politique et de la législation existantes en matière d'ozone et de climat et des ajustements nécessaires à la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali ; deux consultations des parties prenantes pour faciliter le processus de ratification au niveau national ; la rédaction et la finalisation d'un ensemble de lois pour la ratification de l'Amendement de Kigali ; un examen complet du système de permis et de quotas et la mise à jour du système de permis et des codes du système harmonisé spécifiques à chaque pays pour les HFC et les alternatives ; l'étude du contrôle des produits et équipements à base de HFC et le soutien des interventions de réglementation ; une évaluation des besoins de formation du secteur de l'entretien en réfrigération et climatisation ; une assistance technique sur la collecte et la communication des données sur les HFC ; un séminaire national sur la transition vers des alternatives à faible PRP et à haut rendement énergétique et la gestion de leur cycle de vie ; et des activités de sensibilisation, notamment la production de fiches d'information sur l'Amendement de Kigali et l'efficacité énergétique.

Observations du Secrétariat

32. Le Secrétariat a examiné la demande de financement des activités de facilitation et a conclu qu'elle répondait à toutes les exigences de la décision 79/46, comme précisé indiqué ci-après :

- (a) Le PNUE a soumis une lettre d'approbation du Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda ;
- (b) La proposition de projet comprend une description de toutes les activités de facilitation, des mécanismes institutionnels, de la ventilation des coûts et du calendrier de mise en œuvre ;
- (c) La période de mise en œuvre sera de 18 mois.

33. La demande de financement était conforme à la décision 79/46(c) et a été calculée à partir de la valeur de référence du pays pour les HCFC.

34. Le Secrétariat a relevé que la phase II du PGEH pour Antigua-et-Barbuda, pour laquelle des fonds de préparation avaient été approuvés lors de la 73^e réunion en 2014, n'a pas encore été soumise. Le Secrétariat a demandé au PNUE de fournir une mise à jour sur l'état d'avancement de la préparation du projet pour la phase II du PGEH et de savoir si des mesures sont en place pour garantir l'achèvement en temps voulu des activités habilitantes pour l'amendement de Kigali, dès son approbation. Le PNUE a

⁹ Le Comité exécutif a notamment décidé d'approuver les activités habilitantes sur la base que les pays auraient la possibilité d'entreprendre une série d'activités pour remplir leurs obligations initiales conformément à l'Amendement de Kigali ; les activités habilitantes pourraient consister, sans toutefois s'y limiter, en les activités suivantes : faciliter et soutenir la ratification rapide de l'Amendement de Kigali ; initier des arrangements institutionnels de soutien ; revoir les systèmes de permis ; communiquer des données sur les HFC ; et faire la démonstration d'activités non liées à l'investissement.

¹⁰ Antigua-et-Barbuda n'a pas encore ratifié l'amendement de Kigali

indiqué que malgré le retard pris, la préparation du projet progresse désormais bien et que la phase II du PGEH devrait être soumise à la 96^e réunion. En outre, un Comité de surveillance indépendant de l'ozone a été créé au niveau national pour superviser et soutenir les projets du Protocole de Montréal dans le pays et la capacité de l'Unité nationale de l'ozone (UNO) a été renforcée par l'embauche de personnel compétent. Afin d'améliorer l'achèvement du projet dans les délais, l'équipe du Programme d'aide à la conformité du PNUE a appliqué les leçons tirées des projets précédents et il veillera à entretenir une communication plus étroite avec l'UNO et le Comité de surveillance indépendant de l'ozone sur la mise en œuvre afin de repérer et d'anticiper les possibles retards.

Recommandation du Secrétariat

35. Le Secrétariat recommande l'approbation générale de la demande d'activités de facilitation pour la réduction progressive des HFC pour Antigua-et-Barbuda, au niveau de financement indiqué dans la section A6 du tableau 1 ci-dessus.

Annex I

INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT PROPOSALS¹

Bahamas (the): Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	May-96	56,500
Phase II:	Apr-03 & Apr-04	43333
Phase III:	Nov-06	60,000
Phase IV:	Jul-10	59950
Phase V:	May-14	60,000
Phase VI:	Dec-16	85,000
Phase VII:	Dec-19	85,000
Phase VIII:	Jun-22	85,000
	Total:	534,783
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):		180,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):		180,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):		180,000
Date of approval of the country programme:		1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:		n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		4.8
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.2
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)		227,203
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		2.44
(c) Annex E, (methyl bromide)		0.00
	Total:	2.44
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7		152,602
Year of reported country programme implementation data:		2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):		2,305,247
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):		2,004,350
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):		136.9
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):		101.6

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	870,425
(b) Institutional strengthening:	534,783
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	900,039
Total:	2,305,247
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

¹ Data as at December 2023 are based on document UNEP/OzL.Pro/ExCom/95/17.

Progress report

2. Under phase VIII of the institutional strengthening (IS) project for the Bahamas, the country maintained its compliance with the Montreal Protocol and supported the introduction of measures to support the implementation of the Kigali Amendment. The NOU carried out tasks including: ODS legislation and regulation to control and monitor ODS consumption and measures towards controlling HFCs; data collection, analysis, and submission; consultations and coordination with other national agencies/stakeholders; coordination of HPMP implementation activities; awareness-raising and information exchange; and regional cooperation and participation in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

3. Phase IX of the IS project will continue to support activities to phase out HCFCs, implement the HFC phase-down and promote Montreal Protocol and Kigali Amendment activities. The NOU will review the composition of the Ozone Steering Committee to ensure that it can respond to the HPMP and the HFC phase-down, considering the efforts towards gender mainstreaming and taking energy efficiency into consideration. During the phase, the NOU will: continue to strengthen coordination within the NOU; continue to implement the licensing and quota system for HCFCs, the licensing system for HFCs and finalize the quota system for HFCs; continue to coordinate and monitor programme activities under the HPMP; work closely with stakeholders in the refrigeration servicing sector including capacity development; and implement public awareness campaigns through social and print media. The NOU will also maintain its timely data reporting, promote gender mainstreaming and active participation in the meetings related to the Montreal Protocol and the promotion of women's participation in the refrigeration servicing sector.

Sustainability and risk assessment

4. The NOU is located within the Department of Environmental Services within the Ministry of Environment and Natural Resources. The NOU works closely with the Director of the Department. The NOU submits relevant information and project reports to the Director, who then forwards them to the attention of the Permanent Secretary and the Honorable Minister. The work programme of the NOU is incorporated within the Ministry. The Ozone Steering Committee provides an interagency coordinating body for the implementation of activities. The NOU also consults with the refrigeration servicing sector and the training institute to support relevant activities which are incorporated within their programmes. These include, for example, training of technicians at the tertiary level and the training of Customs officers. These factors contribute to the sustainability of the IS project and the framework to assess risk ahead of time and plan for suitable interventions in advance. Additionally, UNEP requires interim reports as part of the SSFA with the Country. These reports allow the country to identify, in advance, any issues that it is experiencing or where the activities are not progressing as planned, providing an early indication of where UNEP may support, assess and intervene where necessary.

Barbados: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Dec-94		152,494
Phase II:	Nov-98		101,700
Phase III:	Apr-04 & Jul-05		116,440
Phase IV:	Jul-10		114,240
Phase V:	Dec-12		117,000
Phase VI:	Nov-15		149,760
Phase VII:	Dec-18		149,760
Phase VIII:	Jun-22		149,760

Summary of the project and country profile	
Total:	1,051,154
Amount requested for renewal (phase VIII) (US \$):	310,003
Amount recommended for approval for phase VIII (US \$):	310,003
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (US \$):	310,003
Date of approval of country programme:	1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2013
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:	n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	3.7
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.1
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	295,419
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:	
• Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
• Annex C, Group I (HCFCs)	0.47
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	0.47
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	163,309
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	2,349,189
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	1,921,986
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	34.8
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	27.5

5. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	230,184
(b) Institutional strengthening:	1,051,154
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,067,851
Total:	2,349,189
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	0

Progress report

6. Phase VIII of the institutional strengthening (IS) project for Barbados made significant progress in its implementation, including the participation and support of key national stakeholders and the assistance provided by UNEP. The IS project enabled the country to maintain compliance with the Montreal Protocol. The activities during the phase included: implementation of ODS legislation and regulation to control and monitor ODS consumption and take measures towards controlling HFCs; data collection, analysis, and submission; consultations and coordination with other national agencies and stakeholders; coordination of HPMP implementation activities as scheduled; awareness-raising and information exchange; and regional cooperation and participation in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

7. Under phase IX, Barbados will continue to support activities to phase out HCFCs, phase down HFCs, and promote low-GWP, energy-efficient alternatives. With the Kigali Amendment ratified along with an approved funding for KIP project preparation, the ODS and HFC Management Programme will support the development and strengthening of the institutional arrangements for successful KIP

implementation. The Programme will continue to work with its key stakeholders to ensure the successful implementation of all MULTILATERAL FUND-funded projects at various policy levels to support the implementation of project activities. The following actions will be undertaken during the new phase: continue to strengthen coordination within the ODS and HFC Management Programme; continue to implement the licensing and quota system for HCFCs and begin the implementation of a licensing and quota system for HFCs; continue to coordinate and monitor program activities under the HPMP; work closely with stakeholders in the refrigeration servicing sector including training and capacity development; and implement public awareness campaigns through virtual and print media. During the phase, the ODS and HFC Management Programme will continue to maintain its timely data reporting and will maintain active participation in the meetings related to the Montreal Protocol and the promotion of women's participation in the refrigeration servicing sector.

Sustainability and risk assessment

8. The ODS and HFC Management Programme functions within the Ministry of Environment and National Beautification, Green and Blue Economy and reporting procedures established by the Ministry with oversight from the office of the Permanent Secretary. The national work programme is incorporated within the Ministry's portfolio and is also provided with in-kind support from the Government of Barbados. This integration contributes to the sustainability of the IS project and the framework to assess risk ahead of time and plan for suitable interventions in advance. Additionally, the Programme provides interim progress reports to UNEP as part of its collective agreement. These reports allow the ODS and HFC Management Programme to identify, in advance, any issues that it is experiencing or where the activities are not progressing as planned, providing an early indication where UNEP may support, assess, and intervene where necessary.

Belize: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Nov-99		100,005
Phase II:	Jul-03		76,700
Phase III:	Jul-05		76,700
Phase IV:	Nov-07		76,700
Phase V:	Nov-09		76,700
Phase VI:	Apr-12		76,700
Phase VII:	May-14		76,700
Phase VIII:	May-16		98,176
Phase IX:	Jun-18		98,176
Phase X:	Jul-21		98,176
Phase XI:	Dec-22		135,483
Total:			990,216
Amount requested for renewal (phase XII) (US \$):			203,224
Amount recommended for approval for phase XII (US \$):			203,224
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XII to the Multilateral Fund (US \$):			203,224
Date of approval of country programme:			1999
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2010
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a

Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	2.8
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	502,263
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	0.69
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	0.69
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	383,298
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	3,051,642
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	2,302,631
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	26.5
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	24.7

9. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	520,442
(b) Institutional strengthening:	990,216
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,540,985
Total:	3,051,642
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	0

Progress report

10. Phase XI of the institutional strengthening (IS) project for Belize has been successful in its implementation through the participation and support of key national stakeholders and the assistance provided by UNEP, enabling the country to maintain compliance with the Montreal Protocol. The activities during this phase included: implementation of ODS legislation and regulation to control and monitor ODS consumption and take measures towards controlling HFCs; data collection, analysis, and submission; consultations and coordination with other national agencies and stakeholders; coordination of HPMP implementation activities as scheduled; awareness-raising and information exchange; and regional cooperation and participation in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

11. Through the implementation of phase XII, the Government of Belize will continue to support activities to phase out HCFCs, phase down HFCs, and promote low-GWP, energy-efficient alternatives. The NOU will continue to work with its operational National Steering Committee to ensure the successful implementation of all Multilateral Fund-funded projects at various policy levels. The following actions will be undertaken during the new phase: continue to strengthen coordination within the NOU; continue to implement the licensing and quota system for HCFCs and begin the implementation of a licensing and quota system for HFCs; continue to coordinate and monitor program activities under the HPMP; work closely with stakeholders in the refrigeration servicing sector, including training and capacity development; and implement public awareness campaigns through virtual and print media. The NOU will also continue to maintain its timely data reporting and active participation in the meetings related to the Montreal Protocol and the promotion of women's participation in the refrigeration servicing sector.

Sustainability and risk assessment

12. The NOU functions within the Department of Environment in the Ministry of Sustainable Development, Climate Change, and Disaster Risk Management under the direct supervision of the Chief Environmental Officer with oversight from the office of the Permanent Secretary. The work programme of the NOU is incorporated within this department and Ministry and is also provided with in-kind support from the Government of Belize. This integration contributes to the sustainability of the IS project and the framework to assess risk ahead of time and plan for suitable interventions in advance. Additionally, the NOU provides interim progress reports to UNEP as part of its collective agreement. These reports allow the NOU to identify, in advance, any issues that it is experiencing or where the activities are not progressing as planned, providing an early indication where UNEP may support, assess, and intervene where necessary.

Bhutan: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Jul-04 and Jul-05	130,000
	Phase II:	Nov-07	60,000
	Phase III:	Jul-09	60,000
	Phase IV:	Jul-11	60,000
	Phase V:	Dec-13	60,000
	Phase VI:	May-15	59,369
	Phase VII:	Jul-17	84,664
	Phase VIII:	May-19	82,593
	Phase IX:	Nov-21	85,000
		Total:	681,627
Amount requested for renewal (phase X) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase X (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase X to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			2005
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			0.3
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			13,105
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			0.02
(c) Annex E, (methyl bromide)			0.00
Total:			0.02
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			2,313
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			1,778,678
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			1,583,233
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			0.40
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			0.20

13. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	160,230
(b) Institutional strengthening:	681,627
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	936,821
Total:	1,778,678
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	50,000

Progress report

14. Under phase IX, the institutional strengthening (IS) project for Bhutan has made progress on all planned activities. Bhutan has strictly implemented the quota and licensing system for HCFCs and the licensing system for HFCs, enforced the control measures to sustain the ODS phase-out and undertook measures to monitor illegal trade in ODS and HFCs, and equipment containing them. Bhutan also: submitted country programme and Article 7 data reports; maintained high awareness of key players and organized several meetings and awareness-raising activities including celebration of the World Ozone Day; and regularly briefed Customs officers on the Montreal Protocol provisions and amendments including the Kigali Amendment. The country worked with UNEP to conduct and implement the components of the HPMP, and the NOU and relevant authorities actively participated in all relevant Montreal Protocol meetings during the reporting period.

Plan of action

15. During the upcoming phase, the NOU will continue its collaboration with Customs and importers to monitor and crosscheck data and enforce the import/export licensing system for all Montreal Protocol controlled substances. In addition, the NOU will continue tasks including: maintaining awareness of all key stakeholders including the Customs administration on all issues pertaining to the Montreal Protocol and trade controls; of importers on controls and reporting procedures for all controlled substances; and of specific sectors and the general public on topics such as the Montreal Protocol and Kigali Amendment implications, sound consumer choices, safe use of sector-specific low-GWP alternatives, and celebrating the World Ozone Day. The NOU will ensure that new funding requests are submitted timely and that active approved projects are well coordinated and will also ensure enhanced policy coordination among government actors within the existing steering committee, making sure that all relevant actors are actively engaged with new areas of work related to the Kigali Amendment and special funding windows. Finally, the NOU will work on identifying areas and sectors with major gender gaps and work with stakeholders on reducing those gaps.

Sustainability and risk assessment

16. The IS project can be successfully implemented in Bhutan under conditions of stable funding from the Multilateral Fund. Stakeholders, relevant associations, ministries and agencies actively participate in the development of recommendations and amendments to laws and regulations, as well as public awareness and promotional activities. There is also a steering committee consisting of the major stakeholders for Montreal Protocol activities. Risks include turnover of NOU staff and government officials who handle the Montreal Protocol portfolio. Increased high-level commitment for a stable NOU will ensure the smooth management of implementation of the projects and sustainability of the ODS phase out and HFC phase-down.

Botswana: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Jul. 1994	101,926
Phase II:	Dec. 2003	78,173
Phase III:	Nov. 2007	78,173
Phase IV:	Dec. 2012	78,173
Phase V:	May-16	34,105
Phase VI:	Dec-22	138,085
	Total:	508,635
Amount requested for renewal (phase VII) (US \$):		207,127
Amount recommended for approval for phase VII (US \$):		207,127
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VII to the Multilateral Fund (US \$):		207,127
Date of approval of country programme:		1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2015
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:		n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		11.0
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.2
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)		389,992
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		4.79
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	4.79
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7		185,236
Year of reported country programme implementation data:		2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):		2,730,978
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):		2,036,884
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):		12.1
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):		9.9

17. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	790,800
(b) Institutional strengthening:	508,635
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,431,543
Total:	2,730,978
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

18. During the implementation of phase VI of the institutional strengthening (IS) project in Botswana, progress was made in implementing the Montreal Protocol, focusing on activities such as policy amendments, capacity-building, and enforcement measures. Some key achievements included: the successful adoption of the Kigali Amendment provisions in the “Draft controlled substances Regulations”, as a name change to “ODS Regulations of 2014”, meant to reflect the inclusion of HFCs which are not

ODS; enhanced coordination among stakeholders; and timely submission of country programme and Article 7 data. Challenges encountered during this phase included delays in project development which are documented and with solutions proposed for future implementation.

Plan of action

19. Activities planned for the upcoming phase are aimed at maintaining compliance with the Montreal Protocol, such as further amendments to national regulations, continued capacity-building for Customs officers and technicians, strengthened public awareness campaigns, timely implementation of project activities, timely data reporting, and improved stakeholder coordination through the Ozone Steering Committee. Key objectives include achieving the targets set for the phase-out of HCFCs and the phase-down of HFCs, enhancing stakeholder engagement, and integrating gender mainstreaming into project activities.

Sustainability and risk assessment

20. Key risks include challenges in hiring qualified national consultants, potential delays in project implementation, and the need for higher government buy-in. To mitigate these risks, the assessment recommends measures such as retaining funds for direct procurement of consultants by the implementing agency and conducting high-level engagement workshops. Continuous capacity-building and stakeholder support will also be done to sustain project outcomes and ensure compliance with the Protocol.

Brunei Darussalam: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Nov-98		90,400
Phase II:	Jul-04		70,000
Phase III:	Jul-12		70,000
Phase IV:	Nov-14		70,000
Phase V:	May-16		89,600
Phase VI:	Dec-18		89,600
Phase VII:	Dec-20		89,600
Phase VIII:	Dec-22		123,648
Total:			692,848
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):			185,472
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):			185,472
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):			185,472
Date of approval of country programme:			1998
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2012
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			6.1
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			Not available
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			3.04
(c) Annex E (methyl bromide)			0.00
Total:			3.04
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			343,383
Year of reported country programme implementation data:			2023

Summary of the project and country profile	
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	2,226,499
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	1,932,155
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	70.4
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	67.8

21. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	148,838
(b) Institutional strengthening:	692,848
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,384,813
Total:	2,226,499
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

22. During phase VIII of the institutional strengthening (IS) project, Brunei Darussalam complied with its ODS phase-out obligations and continued enforcing its HCFC licensing and quota system through the Application Permit system. All imports are recorded in the recently launched Brunei Darussalam National Single Window System. Starting from 1 January 2024, the NOU implemented an HFC quota system to supplement the HFC licensing system to ensure compliance with obligations after the ratification of the Kigali Amendment through mutual agreement with the Royal Customs and Excise Department and HFC importers to ensure that Brunei Darussalam will meet initial obligations after the ratification. Brunei Darussalam also submitted its country programme and Article 7 data reports in a timely manner. In addition, the NOU continued the enforcement of the labelling system for HCFC cylinders; actively coordinated the implementation of stage II of the HPMP and completed the enabling activities for HFC phase-down; organized several public awareness activities to raise awareness of the public and end users on the HCFC phase-out; celebrated World Ozone Day; actively joined the regional and global meetings on the Montreal Protocol; and promoted gender inclusion.

Plan of action

23. With the continued support of the IS project phase IX, the NOU will carry out the following activities: enforcement of the licensing and quota system for HCFC and HFC import/export through the electronic system; conduct regular data collection and reconciliation for HCFC and HFC import-export statistics to ensure timely submission of accurate Article 7 and country programme data; continued implementation of the labelling requirement for HCFC cylinders; work with other relevant stakeholders to enact specific regulations on control of ODS; continued and enhanced information dissemination to target groups including celebration of the World Ozone Day; promotion of international and regional cooperation on the implementation of the Montreal Protocol; and ratification of the Kigali Amendment.

Sustainability and risk assessment

24. The IS project can be successfully implemented in Brunei Darussalam under conditions of stable funding from the Multilateral Fund. Stakeholders, relevant associations, ministries and agencies actively participate in the development of recommendations and amendments to laws and regulations, as well as public awareness and promotional activities. The NOU is continuously guided by key inline Ministries, the refrigeration and air-conditioning sector and other relevant agencies. Brunei Darussalam has adopted the Harmonized System (HS) code 2022 in May 2023. This will improve the identification and recording of HFC imports in the Customs system and strengthen monitoring of HFC imports.

Central African Republic: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Nov-95	51,528
	Phase II:	Nov-98	34,352
	Phase III:	Nov-02	39,520
	Phase IV:	Apr-05	60,000
	Phase V:	Apr-09	60,000
	Phase VI:	Dec-12	60,000
	Total:		305,400
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1995
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex A, Group I (CFCs) (average 1995-1997)			11.2
(b) Annex A, Group II (halons) (average 1995-1997)			0.0
(c) Annex B, Group II (carbon tetrachloride) (average 1998-2000)			0.0
(d) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(e) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			12.0
(f) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
(g) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			Not available
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex A, Group I (CFCs)			0.00
(b) Annex A, Group II (halons)			0.00
(c) Annex B, Group II (carbon tetrachloride)			0.00
(d) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
(e) Annex C, Group I (HCFCs)			6.05
(f) Annex E (methyl bromide)			0.00
Total:			6.05
(g) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			Not available
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			1,082,340
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			1,082,340
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			11.4
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			6.7

25. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	168,979
(b) Institutional strengthening:	305,400
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	607,961
Total:	1,082,340
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	0

Progress report

26. Due to the country's security and administrative instability from 2013 to 2020, the Central African Republic's NOU demonstrated resilience in implementing phase VI of the institutional strengthening project. During the period, the NOU gathered import data on ODS and submitted comprehensive country program and Article 7 data. Annual meetings with stakeholders were conducted to ensure efficient coordination. In collaboration with various government agencies and associations of refrigeration technicians, the NOU prepared to establish a national ozone steering committee. This committee will oversee the implementation of the Montreal Protocol. The National Ozone Focal Point organized technical meetings involving the Technical Commission of the National Assembly and the Ministry of Foreign Affairs, with the aim of completing the ratification by December 2024. Despite these challenges, the National Ozone Bureau, within the Ministry of Environment and Sustainable Development, showed a strong commitment to the Montreal Protocol. This commitment is evidenced by state-funded training for 42 customs officers on controlling and identifying ODS and related equipment, and for 80 refrigeration technicians on best practices and safety in using HCFCs. Ongoing efforts focus on raising awareness about HCFC alternatives, relevant legislation, and regulatory frameworks. Although the HPMP for the Central African Republic was not implemented and UNEP returned the funds to the Multilateral Fund Secretariat, the country is now preparing for the operationalization of the National Ozone Bureau and the submission of the phase I, tranche 1 request for the HPMP. Additionally, the Central African Republic actively participated in observing International Ozone Day, engaged in Protocol-related meetings, and is working on integrating the Multilateral Fund gender mainstreaming policy into the country's project implementation.

Plan of action

27. In phase VII of the IS project, the NOU will focus on: continuing information dissemination and awareness activities; planned submission and implementation of HPMP stage I tranche 1; promoting and enforcing the licensing and quota system, and providing importers with annual quota information; sustaining monitoring and evaluation efforts; conducting annual stakeholder workshops to promote low-GWP HCFC alternatives; timely data collection and reporting to the Ozone and Fund Secretariats; and finalization of the Kigali amendment ratification process.

Sustainability and risk assessment

28. The success of the institutional strengthening project in the Central African Republic depends significantly on stable funding from the Multilateral Fund and a favorable political environment. Active involvement from stakeholders, relevant associations, ministries, and agencies is crucial for developing recommendations, amending laws and regulations, and conducting public awareness and promotional activities. The National Ozone Unit is consistently guided by the Ministry of Environment and Sustainable Development and will be further supported next year by the National Ozone Steering Committee. This committee, which will include key line ministries, the refrigeration and air conditioning sector, and other relevant agencies, will operate amidst political risks. Execution risks remain tied to the country's political situation and potential administrative changes within the MEDD and the NOU itself.

Côte d'Ivoire: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Jul-94		138,436
Phase II:	Nov-98		92,434
Phase III:	Jul-04 and Apr-06		106,340

Summary of the project and country profile			
	Phase IV:	Nov-07	106,340
	Phase V:	Dec-10	106,340
	Phase VI:	Dec-12	106,340
	Phase VII:	Nov-14	106,340
	Phase VIII:	Dec-16	136,011
	Phase IX:	May-19	136,000
	Phase X:	Dec-22	187,839
		Total:	1,222,420
Amount requested for renewal (phase XI) (US \$):			281,758
Amount recommended for approval for phase XI (US \$):			281,758
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XI to the Multilateral Fund (US \$):			281,758
Date of approval of country programme:			1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2012
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			63.8
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			8.1
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			21,289,132
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			30.25
(c) Annex E (methyl bromide)			0.00
Total:			30.25
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			Not available
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			6,817,040
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			4,860,498
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			509.8
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			221.2

29. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	2,459,658
(b) Institutional strengthening:	1,222,420
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	3,134,962
Total:	6,817,040
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

30. During phase X of Côte d'Ivoire's institutional strengthening project, the NOU collected import data on ODS and HFC and submitted comprehensive country programme and Article 7 data; conducted annual meetings with stakeholders, including the National Ozone Committee, to ensure efficient coordination; and coordinated training sessions for 90 refrigeration and air conditioning technicians and 28 customs officers. Ongoing efforts focused on raising awareness about HCFC alternatives, relevant legislation, and regulatory frameworks. Additionally, Côte d'Ivoire actively participated in observing World Ozone Days and engaged in Protocol-related meetings.

Plan of action

31. During phase XI of the IS project, the NOU will focus on: continuing information dissemination and awareness activities; coordinating the implementation of stage II of the HPMP; preparing and implementing stage I of the KIP; promoting and enforcing the licensing and quota system, and providing importers with annual quota information; establishing the technician certification program; sustaining monitoring and evaluation efforts; conducting annual stakeholder workshops to promote low-GWP HCFC alternatives; and timely data collection and reporting to the Ozone and Fund Secretariats.

Sustainability and risk assessment

32. The successful implementation of the IS project in Côte d'Ivoire relies on stable funding from the Multilateral Fund. Active participation from stakeholders, relevant associations, ministries, and agencies is crucial for developing recommendations and amendments to laws and regulations, as well as for conducting public awareness and promotional activities. The NOU is consistently guided by the National Ozone Steering Committee, which includes key line ministries, associations from the refrigeration and air conditioning sector, and other pertinent agencies.

Fiji: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Mar-94	74,456
Phase II:	Nov-99	49,641
Phase III:	Jul-02	57,000
Phase IV:	Dec-04 & Nov-05	60,000
Phase V:	Nov-06	60,000
Phase VI:	Nov-08	60,000
Phase VII:	Jul-10	60,000
Phase VIII:	Jul-12	60,000
Phase IX:	May-14	60,000
Phase X:	Dec-16	85,000
Phase XI:	Dec-18	80,000
Phase XII:	Dec-20	85,000
Phase XIII:	Dec-22	120,000
Total:		911,096
Amount requested for renewal (phase XIV) (US \$):		180,000
Amount recommended for approval for phase XIV (US \$):		180,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase XIV to the Multilateral Fund (US \$):		180,000
Date of approval of country programme:		1993
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:		n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		5.73
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.70
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)		443,528
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		2.03
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
Total:		2.03
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7		329,493

Summary of the project and country profile	
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	2,631,136
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	2,064,616
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	33.0
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	32.2

33. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	394,875
(b) Institutional strengthening:	911,096
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,325,165
Total:	2,631,136
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

34. During phase, XIII of the NOU maintained compliance with the Montreal Protocol through an effective ODS regulation that supports the HCFC and HFC licensing and quota system. The ODS Unit maintained regular communications with all stakeholders in the public and private sectors and managed all national Montreal Protocol implementation, including the HPMP implementation and KIP preparation. The 2022 and 2023 Article 7 data reports and CP progress reports were submitted and statistics indicated that the HCFC imports were well below the obligations and compliance has been sustained by Fiji. The Government of Fiji has a gender equality policy in place which is implemented under the Ministry of Women, Children and Social Protection. The policy was integrated into the implementation of the Montreal Protocol activities to provide equal opportunities for men and women to be part of the planning and delivery of activities.

Plan of action

35. Phase XIV will continue to build on the results gained to date from the implementation of the current phase. This will be achieved through the following planned activities: enforcement and monitoring of the licensing and quota system for HCFCs and HFCs and verification of compliance with the licenses and quota issued through periodic inspections; collaboration with the Customs Department to effectively enforce the provisions of the Memorandum of Understanding (MOU); engagement of the Steering Committee, RAC Association and other key stakeholders in the planning and implementation of Montreal Protocol activities; continuation of the implementation of the approved on-going Multilateral Fund projects and of the preparation of the Multilateral Fund projects in accordance with the planned submission; raising awareness of the stakeholders on the Montreal Protocol and organization of the World Ozone Day celebration; and active participation in regional and international meetings, workshops and events supporting the work of the Montreal Protocol. Article 7 and the country programme progress reports will be prepared and submitted on a timely basis. Gender mainstreaming will be integrated into the implementation of the institutional strengthening project and other Multilateral Fund-funded projects.

Sustainability and risk assessment

36. The institutional strengthening project can be successfully implemented in Fiji under conditions of stable funding from MLF. Stakeholders, relevant associations, and ministries and agencies actively participate in the development of recommendations and amendments to laws and regulations, as well as public awareness and promotional activities. As Fiji serves as a central hub for exports to Pacific Island

Countries, there is a heightened risk of illegal trade in ODS and HFC through fishing vessels. To combat this, the enforcement mechanisms must be strengthened through enhanced risk management strategies, improved monitoring at ports, and stricter compliance checks. By reinforcing these systems, Fiji can better prevent illegal ODS trade and ensure that its commitments under the Montreal Protocol are upheld.

Guinea: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Nov-95	56,500
	Phase II:	Jul-99	37,666
	Phase III:	Jul-01	37,666
	Phase IV:	Dec-03	43,333
	Phase V:	Nov-06	60,000
	Phase VI:	Nov-08	60,000
	Phase VII:	Apr-11	59,879
	Phase VIII:	Jul-13	60,000
	Phase IX:	May-15	59,921
	Phase X:	Nov-17	85,000
	Phase XI:	Jun-20	85,000
	Phase XII:	Jun-22	85,000
		Total:	729,966
Amount requested for renewal (phase XIII) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase XIII (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XIII to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1995
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2012
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			22.6
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			1,826,976
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			1.1
(c) Annex E (methyl bromide)			0.0
Total:			1.1
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			Not available
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			2,851,598
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			2,422,439
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			56.0
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			53.2

37. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	578,897
(b) Institutional strengthening:	729,966
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,542,735
Total:	2,851,598
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	0

Progress report

38. Guinea's National Ozone Office (NOO) implemented phase XII of the institutional strengthening project. During the phase, the NOO collected import data on HCFCs and submitted comprehensive country program and Article 7 data; conducted annual meetings with stakeholders, including the National Ozone Committee, to ensure efficient coordination and established an HFC quota and licensing system. The NOO organized training sessions for 90 RAC technicians (55 men and 35 women), 45 Customs officers, 12 gendarmes, and 12 other control agents for monitoring and control. Ongoing efforts focused on raising awareness about HCFC alternatives, relevant legislation, and regulatory frameworks. Additionally, Guinea actively participated in observing World Ozone Day and engaged in Protocol-related meetings.

Plan of action

39. During phase XIII of the IS project, the NOU will concentrate on: continuing information dissemination and awareness activities; coordinating the implementation of stage II tranche 2 of the HPMP and the KIP stage I tranche 1; promoting and enforcing the licensing and quota system, and providing importers with annual quota information; working with Customs to monitor the legal trade of HCFC and HFC; establishing the technician certification program; sustaining monitoring and evaluation efforts; conducting annual stakeholder workshops to promote low-GWP HCFC alternatives; timely data collection and reporting to the Ozone and Fund Secretariats; and continuing its efforts in integrating gender mainstreaming into the implementation of the IS project.

Sustainability and risk assessment

40. The successful implementation of the IS project in Guinea relies on stable funding from the Multilateral Fund. Active participation from stakeholders, relevant associations, ministries, and agencies is crucial for developing recommendations and amendments to laws and regulations and conducting public awareness and promotional activities. The National Ozone Office consistently follows the guidance of the National Ozone Steering Committee, comprising the ministries involved, the refrigeration and air conditioning sector, and other relevant agencies.

Honduras: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Oct-96		74,580
Phase II:	Dec-00		49,720
Phase III:	Jul-03		57,199
Phase IV:	Apr-05		60,000
Phase V:	Nov-06		60,000
Phase VI:	Apr-09		60,000
Phase VII:	Dec-12		60,000
Phase VIII:	Nov-15		85,000
Phase IX:	May-19		85,000
Phase X:	Jun-22		85,000
	Total:		676,499
Amount requested for renewal (phase XI) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase XI (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XI to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1996

Summary of the project and country profile	
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:	2024
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	19.9
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	259.4
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	1,460,674
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	6.16
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	6.16
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	1,850,102
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	8,715,532
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	7,796,781
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	737.5
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	677.5

41. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	5,540,944
(b) Institutional strengthening:	676,499
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	2,498,090
Total:	8,715,532
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

42. During phase X of the institutional strengthening project, the NOU worked to achieve a broad consensus on revised national ODS legislation. An operational import/export licensing and quota system for HCFC, including HFCs, is in place. Article 7 and country programme data were submitted to the Fund and Ozone Secretariats, respectively, accurately and in a timely manner. The NOU staff coordinated activities under HPMP stage II, first and second tranches, and prepared and submitted the KIP, first stage, to reduce 10% of HFCs. Several training sessions for Customs officers were organized and conducted. The country encouraged the continued participation of stakeholders in the implementation of the Montreal Protocol at the national level, organized awareness-raising activities and the World Ozone Day celebrations, as well as actively participating in the regional network and events.

Plan of action

43. With the continued support of the institutional strengthening project, Honduras will continue implementing HCFC phase-out and submit the KIP in an effective manner to meet the HCFC phase-out and HFC phase-down targets, while ensuring gender mainstreaming in implementing those projects. In addition, the NOU will continue the coordination with Customs to ensure an effective surveillance of international trade of all Montreal Protocol controlled substances, to fulfill the requirements of the HPMP stage II and the Kigali Amendment and development of national capacities to allow the efficient implementation of all its provisions. The action plan also includes strict monitoring and control of the imports and use of HCFCs/HFCs, as well as facilitating access to and use of alternative substances and

technologies. The NOU will continue public awareness activities, especially with the education sector and with a gender focus during the World Refrigeration Day and World Ozone Day celebrations as well as national events.

Sustainability and risk assessment

44. SERNA and the UTOH integrates the concept of sustainability aspects in all projects that make up the IS project, through the strengthening of alliances and relationships with key stakeholders, including government entities, with whom the regulatory framework for the control of substances subject to restrictions by the Montreal Protocol is being strengthened, development of policies and standards that promote the introduction and sustainability of non HCFC and low-GWP alternative refrigerants and technologies. A wide range of government departments and institutions have been involved in the formulation and implementation of the IS project, HPMP and KIP strategy, and assessment tools used in national reports have also been integrated to identify the environmental, economic, and social effects and benefits for the country. Likewise, greater support should be provided during the sensitization of the new authorities every time there is a change, on the importance of complying with the obligations that the country acquires under the Montreal Protocol, for which UNEP will be available. Honduras is ensuring the incorporation of the gender perspective in the project implementation, and in general, seeks the necessary means to guarantee sustainability and reduce the risks.

Jamaica: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Oct-96	74,580
	Phase II:	Nov-99	49,720
	Phase III:	Dec-01	49,720
	Phase IV:	Jul-03	57,200
	Phase V:	Nov-05	60,000
	Phase VI:	Jul-08	60,000
	Phase VII:	Dec-10	60,000
	Phase VIII:	Dec-12	59,774
	Phase IX:	Nov-15	85,000
	Phase X:	Dec-19	85,000
	Phase XI:	Jun-22	85,000
		Total:	725,994
Amount requested for renewal (phase XII) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase XII (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XII to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			1.4
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			16.3
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			4.9
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			Not available
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			1.4
(c) Annex E (methyl bromide)			0.0
Total:			1.4
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			Not available

Summary of the project and country profile	
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	3,809,079
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	3,462,936
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	178.6
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	168.4

45. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	1,407,414
(b) Institutional strengthening:	725,994
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,675,670
Total:	3,809,079
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

46. During phase XI of Jamaica's institutional strengthening project, significant progress was made in its implementation with the participation and support of key national stakeholders and the assistance provided by UNEP and enabled the country to maintain compliance with the Montreal Protocol. The NOU carried out: implementation of ODS legislation and regulation to control and monitor ODS consumption and take measures towards controlling HFCs; data collection, analysis, and submission; consultations and coordination with other national agencies/stakeholders; coordination of HPMP implementation activities as scheduled; awareness raising and information exchange; and regional cooperation and participation in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

47. As part of phase XII, the Government of Jamaica will continue to support activities to phase out HCFCs, phase down HFCs, and promote low-GWP, energy-efficient alternatives. The NOU will continue to follow up with key decision makers on the Revised Montreal Protocol Trade Order towards the ratification of the Kigali Amendment. The NOU will also continue to work with its operational ad-hoc stakeholder group to ensure the successful implementation of all Multilateral Fund-funded projects at various policy levels to support the NOU with the implementation of activities. The following actions will be undertaken during the new phase: continue to strengthen coordination within the NOU; continue to implement the licensing and quota system for HCFCs and begin the implementation of a licensing and quota system for HFCs; continue to coordinate and monitor programme activities under the HPMP; work closely with stakeholders in the refrigeration servicing sector including training and capacity development; and implement public awareness campaigns through virtual and print media. During the next phase, the NOU will continue to maintain its timely data reporting and will maintain active participation in the meetings related to the Montreal Protocol and the promotion of women's participation in the refrigeration servicing sector.

Sustainability and risk assessment

48. The NOU functions within the National Environment and Planning Agency. The work programme of the NOU has been incorporated within this agency and line Ministry and is also provided with in-kind support from the Government of Jamaica. This integration contributes to the sustainability of the IS project and the framework to assess risk ahead of time and plan for suitable interventions in advance. Additionally, the NOU provides interim progress reports to UNEP as part of its collective agreement. These reports allow

the NOU to identify, in advance, any issues that it is experiencing or where the activities are not progressing as planned, providing an early indication where UNEP may support, assess, and intervene where necessary

Kyrgyzstan: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Jul-02	133,650
	Phase II:	Dec-04	115,830
	Phase III:	Nov-06	115,830
	Phase IV:	Jul-08	115,830
	Phase V:	Jul-10	115,830
	Phase VI:	Dec-12	115,830
	Phase VII:	Nov-14	115,830
	Phase VIII:	Dec-16	148,262
	Phase IX:	Jun-18	148,262
	Phase X:	Dec-20	148,262
	Phase XI:	Dec-22	204,602
		Total:	1,478,018
Amount requested for renewal (phase XII) (US \$):			306,903
Amount recommended for approval for phase XII (US \$):			306,903
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XII to the Multilateral Fund (US \$):			306,903
Date of approval of country programme:			2002
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			2023
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			4.1
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			14.2
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			450,382
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			0
(c) Annex E (methyl bromide)			0
Total:			0
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			314,555
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			5,008,632
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			4,313,232
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			97.6
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			88.4

49. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	883,409
(b) Institutional strengthening:	1,478,018
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	2,647,205
Total:	5,008,632
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

50. During phase XI of the institutional strengthening project, the Ozone Centre of Kyrgyzstan updated the regulatory system to control HCFCs and HFCs and submitted Article 7 and country programme data on time. The country successfully completed the implementation of its accelerated HPMP with allowed servicing tail until 2025 in December 2021. A meeting of the Interdepartmental Coordination Commission on Ozone was held to discuss the draft Action Plan to reduce HFC consumption for 2024-2029 and it was adopted. This plan includes the results of HFCs inventory for the years 2015-2022 and a list of necessary measures to reduce the use of HFCs and improve energy efficiency in the refrigeration sector. The country also met the HFC licensing and quota system freeze targets in 2024, and the Government introduced a quota for the import of HFCs. Workshops were conducted on the state regulation of the import, export, and transit of HFCs and the prevention of illegal trade in HFCs for the officers of the State Customs Service. In addition, seminars on energy efficiency of refrigeration and air-conditioning equipment were held for sellers and importers of refrigeration and air-conditioning equipment. Other seminars were held to raise awareness of equipment importers and sellers, as well as for refrigeration and air conditioning sector specialists on good maintenance practices to improve energy efficiency. The country also piloted minimum energy performance standards (MEPS) for small RAC systems and energy efficiency labelling for small RAC systems up to 3 kW, as well as updating its Heating, Ventilation and Air Conditioning Building Code. The NOU organized a series of events for World Ozone Day and produced and disseminated a variety of innovative information and awareness materials, as well as keeping the NOU's website up to date. The members of the RAC association were informed about gender policy to promote equal opportunities for female technicians. The NOU actively participates in the informal Prior Informed Consent (iPIC) mechanism and established close cooperation with the Customs Service and Environmental Inspectorate.

Plan of action

51. The next phase will focus on continued coordination and support to the development of National Cooling Plan on HFCs phase-down and implementation of the preparation of the KIP. It will also implement the HFCs phase-down activities project with its national country program. These activities will include the enforcement of the import/export licensing and HFC system, updating national legislation in accordance with the requirements of the Eurasian Economic Union, training and certification of service technicians, training of enforcement officers, public awareness-raising, and upgrading the capacity of technical training institutes. The Ozone Centre will work closely with the industry association and other relevant agencies to address the challenges of the introduction of the ozone layer and climate-friendly alternatives to the local market and the training of technicians on the safe use of flammable, high-pressure and toxic refrigerants. The Ozone Centre will promote gender equality and women's empowerment through planned activities where applicable. The Ozone Center will also continue its work to further develop supportive legislative measures to control HCFC and HFC consumption and update training materials for refrigeration technicians and customs officers. Awareness raising related to the protection of the ozone layer and climate, including activities to mark World Ozone Day will be continued and cooperation with the national RAC association, technical schools and others will further be strengthened. Annual awareness workshops organized for each target group will continue.

Sustainability and risk assessment

52. The current project implementation mode works well and shall be continued. Emphasis shall be given to the sustainability of training and capacity building activities, although continued training and refreshment will be required. The engagement of women in all areas of Montreal Protocol work shall be promoted and equal opportunities be ensured. UNEP does not foresee any particular risk if there is no Government restructuring, elections, civil unrest, or implications of ongoing conflicts in the region.

Lesotho: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Oct-96		33,900
Phase II:	Nov-99		22,600
Phase III:	Apr-05		26,000
Phase IV:	Nov-07		60,000
Phase V:	Dec-10		60,000
Phase VI:	Dec-12		60,000
Phase VII:	Nov-14		60,000
Phase VIII:	Dec-16		85,000
Phase IX:	Dec-18		85,000
Phase X:	Jun-20		85,000
Phase XI:	Jun-22		85,000
	Total:		662,500
Amount requested for renewal (phase XII) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase XII (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XII to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			3.5
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.1
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			103,221
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			0.39
(c) Annex E (methyl bromide)			0.00
Total:			0.39
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			27,069
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			2,358,343
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			1,715,955
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			6.7
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			7

53. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	834,051
(b) Institutional strengthening:	662,500
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	861,792
Total:	2,358,343
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

54. During phase XI of the institutional strengthening project for Lesotho, several activities were completed and stage II of the HPMP began its initial implementation. The Ozone Depleting Substances and

non-ODS regulation of 2024, which includes quotas and licensing as enforcement tools, became fully operational. The licensing and quota system was in the process of conversion to an electronic format. Good service methods and the prevention of illegal trade were the goals of the training provided to technicians and Customs officers.

Plan of action

55. In an effort to phase out ODS entirely and reduce HFCs, the NOU oversees all project activities related to ozone layer protection. During the upcoming phase, the NOU will guarantee that Lesotho continues to be fully compliant with all obligations under the Montreal Protocol and its revisions by cooperating with implementing authorities and stakeholders (Customs, local technical institutes and technicians.). The NOU will provide country program data and Article 7 data reports on the controlled substances in a timely manner. In order to guarantee ODS reduction on time, capacity expansion continues to be the top focus.

Sustainability and risk assessment

56. The Montreal Protocol projects activities are governed by the Prevention of Corruption and Economic Offices Act 2006 together with its regulations such as Money Laundering and Proceeds of Crime 2016. The project goes through auditing by the Government's Auditor General every five years to scrutinise the procedures on funds consumption and its alignment with the guiding contracts. Therefore, the risk remains minimal for the implementation of the projects in Lesotho.

Malawi: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Mar-94	87,010
	Phase II:	Jul-98	58,026
	Phase III:	Jul-00	57,969
	Phase IV:	Dec-03	66,733
	Phase V:	Nov-05	66,733
	Phase VI:	Nov-07	66,733
	Phase VII:	Nov-09	66,733
	Phase VIII:	Apr-12	66,733
	Phase IX:	May-14	66,733
	Phase X:	May-16	85,418
	Phase XI:	Dec-18	85,418
	Phase XII:	Jun-20	85,418
	Phase XIII:	Jun-22	85,418
		Total:	945,075
Amount requested for renewal (phase XIV) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase XIV (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XIV to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2010
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			2023
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			10.8
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			112.8
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			428,435
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			

Summary of the project and country profile	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	1.88
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	1.88
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	193,561
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	7,180,204
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	6,538,643
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	283.4
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	179.4

57. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	3,551,864
(b) Institutional strengthening:	945,075
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	2,683,265
Total:	7,180,204
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

58. During phase XIII, the National Ozone Unit of Malawi satisfactorily implemented the required activities under the IS project. The NOU built local capacity in areas such as policy development, regulatory enforcement, and technology transfer. In particular, the NOU implemented the following activities: enforced HCFC licensing and quota system; trained Customs and enforcement officers; developed and submitted stage I of the KIP; compiled and reported ODS and HFC consumption for 2022 and 2023 to the Multilateral Fund and the Ozone Secretariats; and celebrated the annual World Ozone Day in 2023 and 2024.

Plan of action

59. The activities planned for the next phase of the IS project for Malawi will focus on IS activities aimed at promoting HCFC phase out and phase down of HFCs. In the next phase, the NOU will focus on the following activities: strategic public awareness activities through stakeholders' workshop, promotional materials, celebration of World Ozone Day; and monitor program activities under the stage II of the HPMP, stage I of the KIP and continue the enforcement of the Regulations on Controlled substances under Montreal Protocol, as well as carry out the training of relevant personnel connected with the phase out process, among others. The Government will continue with awareness raising programmes, training of refrigeration and air conditioning technicians, Customs officers and implementing a licensing and quota system for HCFCs to meet and sustain the 67.5% reduction in 2025 and sustain the freeze in HFCs consumption.

Sustainability and risk assessment

60. Two employees of the Government of Malawi are tasked with the responsibility of monitoring the project and report on any issues that may affect the continued operation of the project. The project is subjected to periodic internal and external audits to ensure adequate risk management. There are no observed risks that may hinder achieving the project objectives. The compliance obligations are being met.

Marshall Islands (the): Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Mar-02		33,178
Phase II:	Nov-06 & Nov-07		60,000
Phase III:	Nov-09		60,000
Phase IV:	Jul-11		60,000
Phase V:	Jul-13		57,506
Phase VI:	Nov-17		85,000
Phase VII:	Dec-19		75,000
Phase VIII:	Jun-22		85,000
	Total:		515,684
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			2002
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			0.2
(c) Annex E, (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			10,824
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			0
(c) Annex E (methyl bromide)			0
	Total:		0
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			31,619
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			857,892
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			691,444
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			1.2
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			0

61. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	0
(b) Institutional strengthening:	515,684
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	342,208
Total:	857,892
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	50,000

Progress report

62. During phase X of the IS project, the Marshall Islands continued the implementation of its project through several activities, including an effective ODS regulation that supports the HCFC and HFC licensing and quota system. The NOU maintained regular communications with all stakeholders in the public and

private sectors and managed all national Montreal Protocol implementation, including HPMP implementation and KIP preparation. The 2022 and 2023 Article 7 data report and country programme data were submitted and indicated that the country has maintained zero ODS consumption during the reporting period. The NOU organised and delivered the 2023 and 2024 World Ozone Day activities in close collaboration with key stakeholders and participated actively in the regional network meetings. In addition, the NOU promoted gender mainstreaming under all Multilateral Fund-funded projects.

Plan of action

63. Phase IX of the institutional strengthening project will continue to build on the results gained to date. This will be achieved through the following planned activities: enforcement and monitoring of the licensing and quota system for HCFCs and HFCs and verification of compliance with the licenses and quota issued through periodic inspections; collaboration with the Customs Department to effectively enforce the ASCYCUDA; engagement of the key stakeholders in the planning and implementation of Montreal Protocol activities; continuation of the implementation of the approved on-going Multilateral Fund projects and of the preparation of future projects in accordance with the planned submission; raising awareness of the stakeholders on the Montreal Protocol and organization of the World Ozone Day celebration; and active participation in regional and international meetings, workshops and events supporting the work of the Montreal Protocol. Article 7 and country programme reports will be prepared and submitted in a timely fashion. Gender mainstreaming will be integrated into the implementation of the IS project and other Multilateral Fund-funded projects.

Sustainability and risk assessment

64. The successful implementation of the institutional strengthening project in the Marshall Islands is contingent upon stable funding from the Multilateral Fund. However, the recent introduction of the ASYCUDA system, particularly in the long absence of a fully developed Harmonized System (HS) for goods classification in the country, presents potential risks for illegal imports. The system's new installation, coupled with Customs officers still familiarizing themselves with its operation, could lead to errors in accurately capturing import permits. To mitigate these risks, the NOU must maintain close collaboration with Customs, working to streamline processes and enhance the accuracy of data entry and monitoring. This joint effort is essential to ensure effective border control and prevent any gaps that could lead to non-compliance with import regulations. Continuous training and capacity-building initiatives will also be critical in minimizing errors and ensuring the system's long-term success in regulating imports.

Mauritania: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Sep-94		25,983
Phase II:	Mar-01		29,267
Phase III:	Jul-04		33,670
Phase IV:	Jul-06		59,113
Phase V:	Apr-09		60,000
Phase VI:	Jun-18		85,000
Phase VII:	Dec-20		85,000
Phase VIII:	Dec-22		120,000
	Total:		498,033
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1994

Summary of the project and country profile	
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2017
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:	n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	20.5
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	Not available
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	8.67
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	8.67
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	Not available
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	2,136,979
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	1,742,249
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	22.8
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	16.4

65. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	473,537
(b) Institutional strengthening:	498,033
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,165,410
Total:	2,136,979
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

66. Mauritania's National Ozone Office (NOO) implemented phase VIII of the institutional strengthening project through several activities, including the collection of import data on HCFC and submission of comprehensive country programme and Article 7 data. Annual meetings with stakeholders, including the National Ozone Committee, were conducted to ensure efficient coordination. Mauritania has demonstrated its commitment to ozone protection by establishing HFC quota and licensing system. Ongoing efforts are focused on raising awareness about HCFC alternatives, relevant legislation, and regulatory frameworks. Additionally, Mauritania actively participated in observing World Ozone Day and engaged in Protocol-related meetings.

Plan of action

67. In phase IX of the IS project, the NOU will concentrate on: continuing information dissemination and awareness activities; coordinating the implementation of stage I tranche 3 of the HPMP; promoting and enforcing the licensing and quota system, providing importers with annual quota information; working with Customs to monitor the legal trade of HCFC; establishing the technician certification program; sustaining monitoring and evaluation efforts; conducting annual stakeholder workshops to promote low-GWP HCFC alternatives; timely data collection and reporting to the Ozone and Fund Secretariats; ratifying the Kigali Amendment; and continuing its efforts to integrate gender mainstreaming into the implementation of the IS project.

Sustainability and risk assessment

68. The successful implementation of the IS project in Mauritania relies on stable funding from the Multilateral Fund. Active participation from stakeholders, relevant associations, ministries, and agencies is crucial for developing recommendations and amendments to laws and regulations and conducting public awareness and promotional activities. The NOO consistently follows the guidance of the National Ozone Steering Committee, comprised of the ministries involved, the refrigeration and air conditioning sector, and other relevant agencies.

Mozambique: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Dec-94	104,412
	Phase II:	Dec-03	80,080
	Phase III:	Nov-06	80,800
	Phase IV:	Apr-09	80,800
	Phase V:	Jul-11	80,800
	Phase VI:	Jul-13	80,800
	Phase VII:	May-16	103,424
	Phase VIII:	Dec-18	103,285
	Phase IX:	Jun-20	103,424
	Phase X:	Dec-22	142,725
		Total:	960,550
Amount requested for renewal (phase XI) (US \$):			214,088
Amount recommended for approval for phase XI (US \$):			214,088
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XI to the Multilateral Fund (US \$):			214,088
Date of approval of country programme:			1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2012
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			2024
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			8.69
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			3.40
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			655,255
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			2.04
(c) Annex E (methyl bromide)			0.00
Total:			2.04
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			1,156,651
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			3,612,188
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			2,594,412
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			48.7
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			11.1

69. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	836,453
(b) Institutional strengthening:	960,550

(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,815,185
Total:	3,612,188
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

70. Despite the challenges faced under phase X of the institutional strengthening project, the NOU of Mozambique successfully carried out the required activities. The NOU built local capacity in key areas such as policy development, regulatory enforcement, and technology transfer. Notably, the NOU implemented several initiatives, including enforcing the licensing and quota system for HCFCs and training of Customs and enforcement officers. Additionally, revised regulations were adopted to incorporate HFCs into the licensing system, and ODS consumption for 2022 and 2023 compiled and reported to the Fund and the Ozone Secretariats. Furthermore, Mozambique participated in the celebration of World Ozone Day in 2023 and 2024.

Plan of action

71. During phase XI, Mozambique will focus on activities aimed at advancing HCFC phase out. The NOU's tasks will include: implementing targeted public awareness activities through stakeholders' workshop, promotional materials, and celebration of World Ozone Day; monitor program activities under stage II of the HPMP, implement stage I of the newly approved KIP and inform of the new Regulations on Controlled substances under Montreal Protocol, as well as carry out training of relevant personnel connected with the phase out process. Mozambique will continue with awareness-raising programmes, training of refrigeration and air conditioning technicians, Customs officers and implementing a licensing and quota system for HCFCs and HFCs to meet and sustain the 67.5% reduction in HCFC consumption in 2025 and keep HFC consumption at the baseline level.

Sustainability and risk assessment

72. The Directorate of Planning and Cooperation in the Ministry of Land and Environment is tasked with the responsibility of monitoring the project and reporting on any issues that may affect the continued operation of the project. The project is subjected to periodic internal and external audits to ensure adequate risk avoidance and management. Every year the inspectors do their duty in the project to verify the compliance, sustainability and risk assessment.

Nepal: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Nov-98	70,060
	Phase II:	Jul-02	53,733
	Phase III:	Dec-04	60,000
	Phase IV:	Nov-06	60,000
	Phase V:	Nov-08	60,000
	Phase VI:	Jul-10	60,000
	Phase VII:	Jul-12	60,000
	Phase VIII:	May-14	60,000
	Phase IX:	Dec-16	85,000
	Phase X:	Jun-18	85,000
	Phase XI:	Jun-20	85,000
	Total:		738,793
Amount requested for renewal (phase XII) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase XII (US \$):			180,000

Summary of the project and country profile	
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase XII to the Multilateral Fund (US \$):	180,000
Date of approval of country programme:	1998
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2012
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:	n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	1.1
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	Not available
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	0.35
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	0.35
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	Not available
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	2,276,948
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	1,990,832
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	30.7
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	24.7

73. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	286,485
(b) Institutional strengthening:	738,793
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,251,671
Total:	2,276,948
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

74. During phase XI of the institutional strengthening project, Nepal implemented the quota and licensing system for HCFCs and the licensing system for HFCs, enforced the control measures to sustain the ODS phase-out and undertook measures to monitor illegal trade in ODS and HFCs and equipment containing them. Nepal also submitted country programme and Article 7 data reports throughout the reporting period. The NOU also continued to maintain high awareness of key players and organized several meetings and awareness raising activities, including celebration of World Ozone Day. Customs officers were regularly briefed on Montreal Protocol provisions and amendments including the Kigali Amendment. The country worked with UNEP to conduct and implement the components of the HPMP and actively participated in all relevant Montreal Protocol meetings during the reporting period.

Plan of action

75. In the upcoming phase, the NOU will continue its collaboration with Customs, Ministry of Forest & Environment and importers to monitor and cross-check data and enforce the import/export licensing system for all Montreal Protocol controlled substances. The NOU will also work on: updating and consolidating the regulatory framework related the Montreal Protocol in Nepal; maintaining awareness of all key stakeholders including the Customs administration on all issues pertaining to the Montreal Protocol and trade controls, of the importers on controls and reporting procedures for all controlled substances, of

specific sectors and general public on topics such as the Montreal Protocol and Kigali Amendment implications, sound consumer choices, safe use of low-GWP alternatives, and sector-specific alternatives, including by marking World Ozone Day. The NOU will also ensure that new funding requests are submitted in a timely fashion, active approved projects are well-coordinated and will work to ensure enhanced policy coordination among government actors within the existing steering committee, making sure that all relevant actors are actively engaged especially with upcoming new areas of work due to the Kigali Amendment and special funding windows. Finally, the NOU will work on identifying areas and sectors with major gender gaps and work with stakeholders on reducing those gaps.

Sustainability and risk assessment

76. The IS project can be successfully implemented in Nepal under conditions of stable funding from Multilateral Fund. As for the IS project implemented in Nepal, stakeholders, relevant associations, and ministries and agencies actively participate in the development of recommendations and amendments to laws and regulations, as well as public awareness and promotional activities. There is also a steering committee consisting of the major stakeholders for Montreal Protocol activities. Risks include turnover of NOU staff and government officials who handle the Montreal Protocol portfolio. Increased high-level commitment to a stable NOU will ensure the smooth management of implementation of the projects and sustainability of the ODS phase out and HFC phase-down.

Saint Kitts and Nevis: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Feb-97	30,000
Phase II:	Apr-04	13,000
Phase III:	Nov-05	60,000
Phase IV:	Nov-09	60,000
Phase V:	Dec-12	60,000
Phase VI:	Nov-14	60,000
Phase VII:	Jun-18	85,000
Phase VIII:	Jun-22	85,000
Total:		456,900
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):		180,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):		180,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):		180,000
Date of approval of country programme:		1997
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:		n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		0.5
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.3
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)		Not available
Latest reported ODS consumption (2022) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		0.11
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
Total:		0.11
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7		Not available
Year of reported country programme implementation data:		2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):		1,258,874

Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	1,046,671
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	3.1
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	2.9

77. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	0
(b) Institutional strengthening:	456,900
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	801,974
Total:	1,258,874
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	50,000

Progress report

78. Phase VIII of the institutional strengthening project for Saint Kitts and Nevis was challenged by the loss of the country's National Ozone Officer in December 2023 and the National Ozone Assistant during the reporting period. A new NOO was recruited and began work in September 2024. Despite this, the Country was able to maintain its compliance with the Montreal Protocol and continued to work towards ratification of the Kigali Amendment. The NOU continued the following tasks: ODS legislation and regulation to control and monitor ODS consumption and measures towards controlling HFCs; data collection, analysis, and submission; consultations and coordination with other national agencies/stakeholders; coordination of HPMP implementation activities; awareness raising and information exchange; and regional cooperation and participation in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

79. During phase IX, the Government of Saint Kitts and Nevis will continue to support activities to phase out HCFCs and promote Montreal Protocol activities and will also support activities to implement the Kigali Amendment and its HFC phase down, once ratified. The NOU will review the composition of the Steering Committee to ensure that it can respond to stage II of the HPMP and the HFC phase-down, with consideration to gender mainstreaming and energy efficiency. The following actions will be undertaken: continue to strengthen coordination within the NOU; continue to implement the licensing and quota system for HCFCs, the licensing system for HFCs and finalize the quota system for HFCs; continue to coordinate and monitor programme activities under the HPMP; work closely with stakeholders in the refrigeration servicing sector including capacity development; and implement public awareness campaigns through social and print media. The NOU will maintain its timely data reporting; promote gender mainstreaming; and maintain active participation in the meetings related to the Montreal Protocol and the promotion of women's participation in the refrigeration servicing sector.

Sustainability and risk assessment

80. The NOU is located within the Department of Environment within the Ministry of Environment, Climate Action and Constituency Empowerment. The NOU works closely with the Office of the Director. The work programme of the NOU has been incorporated within the Ministry's. These factors contribute to the sustainability of the ISP and the framework to assess risk ahead of time and plan for suitable interventions in advance. Additionally, UNEP requires interim reports as part of the SSFA with the country. These reports allow the country to identify, in advance, any issues that it is experiencing or where the activities are not progressing as planned, providing an early indication of where UNEP may support, assess and intervene where necessary.

Seychelles: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Jul-94		36,047
Phase II:	Jul-00		24,032
Phase III:	Dec-04		60,000
Phase IV:	Nov-07		60,000
Phase V:	Apr-11		60,000
Phase VI:	Jul-13		60,000
Phase VII:	Nov-15		85,000
Phase VIII:	Jun-18		85,000
Phase IX:	Jun-20		85,000
Phase X:	Dec-22		120,000
	Total:		675,079
Amount requested for renewal (phase XI) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase XI (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase XI to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			2024
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			1.4
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			249,400
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			0
(c) Annex E (methyl bromide)			0
	Total:		0
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			223,975
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			2,372,954
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			1,687,008
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			8.5
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			3.8

81. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	790,505
(b) Institutional strengthening:	675,079
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	907,370
Total:	2,372,954
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

82. During phase X of the IS project for Seychelles, the NOU has successfully coordinated with key government institutions such as the Licensing Authority, Customs/Finance & Import office and agencies to

integrate ozone protection issues into national plans. In addition, import control measures for HCFCs were maintained and through the Green Custom Initiatives Training, Customs/law enforcement officers were sensitized to the Montreal Protocol, Importers were also cooperative to assist implementation by participating in any activities the NOU organized to sensitize the public.

Plan of action

83. The activities planned for the phase XI of the IS project for Seychelles will focus on activities aimed at promoting HCFC phase out and phase-down of HFCs. These activities include implementing training programs to strengthen enforcement mechanisms through training and provision of necessary tools and equipment to control illegal trade of ODS and HFCs. There will be improvement to data collection systems through digitalization to accurately track controlled substances consumption and data reporting to the Montreal Protocol and investment in technology upgrades for monitoring and reporting. The NOU will work with the National Institute of Technology (SIT) to certify all the refrigeration technicians in safe handling, while also offering specialized training programs for technicians and industries involved in refrigeration, air conditioning, and other services. Strategic public awareness activities will include stakeholders' workshops, promotional materials, and celebration of World Ozone Day. In addition, the NOU will continue to monitor programme activities under stage I of the HPMP and the KIP and continue the enforcement of the Regulations on Controlled substances under Montreal Protocol as well as carry out training of relevant personnel connected to the phase out process. The Government will continue with awareness programmes, training of refrigeration and air-conditioning technicians and Customs officers and implementing a licensing and quota system for HFCs and will continue to sustain the achieved full phase-out of HCFCs.

Sustainability and risk assessment

84. Two employees of the Government of Seychelles are tasked with the responsibility of monitoring the project and report on any issues that may affect the continued operation of the project. The project is subjected to periodic internal and external audits to ensure adequate risk avoidance and management.

Sierra Leone: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Mar-02 & Dec-03		111,800
Phase II:	Nov-05 & Mar-07		96,890
Phase III:	Apr-08		85,800
Phase IV:	Jul-10		85,800
Phase V:	Apr-13		85,800
Phase VI:	Nov-15		109,824
Phase VII:	Dec-18		109,824
Phase VIII:	Jun-20		109,824
Phase IX:	Dec-22		151,557
Total:			947,119
Amount requested for renewal (phase X) (US \$):			227,336
Amount recommended for approval for phase X (US \$):			227,336
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase X to the Multilateral Fund (US \$):			227,336
Date of approval of country programme:			2003
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			2024
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			1.7

Summary of the project and country profile	
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	2.6
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	350,905
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	0.56
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	0.56
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	298,480
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	3,250,403
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	2,191,146
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	88.1
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	71.1

85. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	392,418
(b) Institutional strengthening:	947,119
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,910,866
Total:	3,250,403
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

86. During phase IX of the IS project in Sierra Leone, the NOU conducted stakeholder engagements, capacity building, and training workshops for Customs officers and other law enforcement as well as refrigeration and air conditioning technicians across the country. The NOU organized a dedicated training workshop for female refrigeration and air conditioning technicians, produced various awareness-raising products which enhanced the visibility of Montreal Protocol activities. The NOU enforced the HCFC licensing and quota system; implemented enabling activities projects and revised regulations to include HFCs in the licensing system; compiled and reported ODS consumption to the Fund and Ozone Secretariats; and commemorated World Ozone Day.

Plan of action

87. The activities planned for phase X will focus on implementing activities aimed at promoting HCFC phase out and phase-down of HFCs. Targeted public awareness activities will be implemented through stakeholder workshops, distribution of promotional materials, and the celebration of World Ozone Day. Additionally, the NOU will continue to monitor program activities under stage II of the HPMP and stage I of the KIP; enforce regulations on controlled substances under the Montreal Protocol; and conduct training for relevant personnel involved in the phase-out process. Furthermore, the Government will maintain its efforts to raise awareness, train refrigeration and air-conditioning technicians and Customs officers, and enforce a licensing and quota system for HCFCs. A similar licensing and quota system will also be implemented for HFCs to ensure compliance with international environmental standards. These actions are aimed at achieving and sustaining a 67.5% reduction in HCFC consumption by 2025.

Sustainability and risk assessment

88. The NOU is a part of the Environmental Protection Agency – Sierra Leone (EPA-SL) and participates in the sustainability incubator meetings and the program acceleration meetings which are aimed

at identifying and tackling risks during project implementation and provide plans that enhances sustainability. Projects and activities implemented by the NOU are monitored by the internal auditor and also the Program Development and Performance Directorate within the Agency (EPA-SL). The Government of Sierra Leone Audit Service Commission also conducts annual audit of all the projects implemented by the NOU.

Uganda: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
	Phase I:	Jul-94	33,645
	Phase II:	Nov-14	37,226
	Phase III:	Dec-18	84,844
	Phase IV:	Jun-20	85,000
	Phase V:	Jun-22	85,000
		Total:	325,715
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):			180,000
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):			180,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (US \$):			180,000
Date of approval of country programme:			1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2012
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			0.2
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			6.3
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			39,432
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			0.07
(c) Annex E (methyl bromide)			0.00
Total:			0.07
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			15,600
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			1,841,938
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			1,691,619
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):			46.4
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):			35.5

89. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	650,557
(b) Institutional strengthening:	325,715
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	865,666
Total:	1,841,938
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	50,000

Progress report

90. During phase V of the IS project, the National Ozone Unit of Uganda implemented the required activities as agreed under its HPMP and the preparation for the Kigali HFC implementation plan, respectively. The NOU continued to: implement the ODS regulations including enforcement of the licensing and quota system for controlling/regulating the consumption of HCFC-22; embarked on an awareness-raising programme, trained Customs officers, technicians, and strengthened the capacity of six Vocational Training Institutes, and the Uganda National Association for Refrigeration and Air-conditioning (UNARA), through the provision and use of the refrigeration and air-conditioning service tools and toolkits. Uganda also submitted its 2022 and 2023 data under Article 7 and country programme reporting.

Plan of action

91. The NOU of the National Environment Management Authority (NEMA) is the responsible entity for coordination of the implementation of the IS project and stage II of the HPMP. During the upcoming phase, the NOU will continue to implement planned activities and the associated relevant, existing legal and policy provisions; including implementation of the ODS Regulations, building capacity of relevant stakeholders to enable proper implementation of the Montreal Protocol provisions, including strict monitoring and control of the imports of HCFCs and HFCs, and promoting adoption and use of alternatives to HCFCs and HFCs and their associated technologies. The NOU will also continue the training of technicians in the refrigeration and air-conditioning servicing sector, Customs officers, technicians in the vocational training facilities; and foster partnership with the public, industry and private sector stakeholders to comply with the requirements under the Montreal Protocol. The NOU will submit Article 7 and country programme data to the Ozone and the Multilateral Fund Secretariats; actively engage in regional and international meetings, workshops and events for implementation of the Montreal Protocol.

Sustainability and risk assessment

92. Uganda is currently experiencing risks such as finding qualified national consultants, which leads to potential delays in project implementation. Prior to the ratification of the Kigali Amendment, the Government requested the financial implications of ratifying the Kigali Amendment which would inform on how to incorporate some of the activities into the mainstream activities of the National Environment Management Authority. However, the Government is still failing to include these activities into NEMA midterm expenditure framework. Therefore, there is a need to further sensitize the Government on the importance of including these activities in national planning processes. To mitigate these risks, measures such as retaining funds for direct procurement of consultants by the implementing agency and conducting high-level engagement workshops with Government are necessary to ensure their buy-in. Continuous capacity building and stakeholder support will also be done to sustain project outcomes and ensure compliance with the Protocol.

United Republic of Tanzania (the): Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Oct-96		74,580
Phase II:	Dec-04		57,200
Phase III:	Nov-06		60,000
Phase IV:	Apr-09		60,000
Phase V:	Apr-12		60,000
Phase VI:	May-14		60,000
Phase VII:	May-19		85,000
Phase VIII:	Dec-22		120,000

Summary of the project and country profile	
Total:	576,780
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):	180,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):	180,000
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):	180,000
Date of approval of country programme:	1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2012
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:	n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	1.7
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)	218,611
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	0.72
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	0.72
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7	223,266
Year of reported country programme implementation data:	2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):	4,070,688
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):	3,542,546
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	361.6
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	292.5

93. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	1,961,862
(b) Institutional strengthening:	576,780
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,532,046
Total:	4,070,688
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	95,000

Progress report

94. Tanzania's National Ozone Unit successfully implemented phase VIII of the institutional strengthening project by implementing ODS regulations through the enforcement of the licensing and quota system. The NOU built local capacity in areas such as policy development, regulatory enforcement, and technology transfer. The NOU implemented the following activities: enforced the HCFC licensing and quota system; trained 150 Customs and enforcement officers; implemented the enabling activities projects and revised regulations to include HFCs in the licensing system; compiled and reported ODS and HFC consumption for 2022 and 2023 to the Fund and Ozone Secretariats; joined in celebrating the annual World Ozone Day; and participated in regional network and Montreal Protocol meetings.

Plan of action

95. In the next phase, Tanzania will focus on activities aimed at promoting HCFC phase out and implementation of the Kigali Amendment. The NOU will focus on the following activities: strategic public awareness activities through stakeholders' workshops, promotional materials, and celebration of World

Ozone Day; continuing to monitor program activities under stage II of the HPMP and the enforcement of the Regulations on Controlled substances under the Montreal Protocol; continuing with awareness-raising programmes, training of refrigeration and air-conditioning technicians, Customs officers and implementing a licensing and quota system for HCFCs to meet and sustain the 67.5% reduction in 2025.

Sustainability and risk assessment

96. The successful implementation and sustainability of the IS project in Tanzania is dependent on funding from the Multilateral Fund. Active participation from Government and relevant stakeholders and associations remains critical in developing amendments to laws and regulations. In the Vice President's Office where the NOU is hosted, the Policy and Planning Directorate is responsible for monitoring the project and reporting on any issues that may affect its implementation. The project is also subject to periodic internal and external audits to ensure adequate risk management

Viet Nam: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Jul-95		155,126
Phase II:	Jul-99		103,418
Phase III:	Mar-01		103,418
Phase IV:	Jul-03		118,956
Phase V:	Jul-05		118,976
Phase VI:	Jul-07		118,976
Phase VII:	Apr-09		118,976
Phase VIII:	Apr-11		118,976
Phase IX:	Dec-12		118,976
Phase X:	Nov-14		118,976
Phase XI:	Dec-16		152,289
Phase XII:	Dec-18		152,289
Phase XIII:	Dec-20		152,289
Phase XIV:	Dec-22		210,159
Total:			1,861,800
Amount requested for renewal (phase XV) (US \$):			
Amount recommended for approval for phase XV (US \$):			
Agency support costs (US \$):			
Total cost of institutional strengthening phase XV to the Multilateral Fund (US \$):			
Date of approval of country programme:			1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Date of approval of Kigali HFC implementation plan:			2023
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes/CO ₂ -eq tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.2
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			221.2
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			136.5
(d) Annex F (HFCs) (average 2020-2022 plus 65% of HCFC baseline)			13,991,360
Latest reported ODS consumption (2023) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			137.46
(c) Annex E (methyl bromide)			0.00
Total:			137.46
(d) Annex F (HFCs) (CO ₂ -eq tonnes) as per Article 7			13,700,569
Year of reported country programme implementation data:			2023
Amount approved for projects (as at May 2024) (US \$):			31,382,044
Amount disbursed (as at December 2023) (US \$):			24,726,037

Summary of the project and country profile	
ODS to be phased out (as at May 2024) (ODP tonnes):	1,369.7
ODS phased out (as at December 2023) (ODP tonnes):	1,000.3

97. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	24,922,375
(b) Institutional strengthening:	1,861,800
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	4,597,870
Total:	31,382,044
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	250,000

Progress report

98. Under phase XIV of the IS project for Viet Nam, the NOU strictly enforced the HCFC and HFC import/export quota and licensing system, including the control of pre-blended HCFC polyol; and submitted Article 7 data (including HFC trade data) and country programme data in a timely fashion. The NOU successfully completed stage II of the HPMP and coordinated with implementing agencies to prepare and submit stage III of the HPMP and stage I of the KIP. World Ozone Day celebration activities were organized with a number of communication materials developed and distributed to participants. A newsletter and publications used for capacity building and training activities were also developed and used in different events organized by the project and the Department of Climate Change. The NOU also participated in global and regional meetings on the Montreal Protocol.

Plan of action

99. Phase XV will continue to build on the results gained to date and planned activities include: strengthening provisions in the existing regulations to support HCFC phase-out and HFC phase-down activities; implementation and enforcement of the HCFC and HFC quota and licensing system including the import ban of HCFC-141b pre-blended polyol; regularly conduct data collection and reconciliation for HCFC and HFC import-export statistics to ensure timely submission of Article 7 and country programme data reporting; coordination with stakeholders for the implementation of Montreal Protocol activities, including stage III of the HPMP, stage I of the KIP and the national inventory of banks of ODSs/HFCs; ensuring the continuity of information dissemination to the target groups; and ; promoting international and regional cooperation on the implementation of the Montreal Protocol. Gender mainstreaming will also be further integrated into implementation of the project.

Sustainability and risk assessment

100. The institutional strengthening project can be successfully implemented in Viet Nam under conditions of stable funding from Multilateral Fund. Stakeholders, relevant associations, and ministries and agencies actively participate in the development of recommendations and amendments to laws and regulations, as well as public awareness and promotional activities. The NOU is continuously guided by key inline ministries, the refrigeration and air-conditioning sector and other relevant agencies.

Annexe II

PROJET D'AVIS EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 95^E RÉUNION

Bahamas

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement institutionnel pour les Bahamas (phase IX) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a salué le système d'octroi de permis pour les HFC aux Bahamas. Le Comité exécutif a encouragé le Gouvernement des Bahamas à poursuivre sur sa lancée pour maintenir ses acquis en matière d'élimination progressive, rester en conformité avec le Protocole de Montréal et mettre en œuvre les activités au titre des tranches de la phase II du plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC et de ses engagements au titre de l'Amendement de Kigali.

Barbade

2. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Barbade (phase IX), et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a relevé que le Gouvernement continuait de mettre en œuvre efficacement le système d'octroi de permis pour les HCFC et les HFC et de respecter les objectifs du Protocole de Montréal ainsi que de l'Accord qu'il a passé avec le Comité exécutif pour l'élimination progressive des HCFC, de même que ses obligations découlant de l'Amendement de Kigali. Le Comité exécutif a salué l'engagement du pays dans la mise en œuvre de son programme de gestion des SAO et des HFC et de ses activités. Le Comité exécutif a encouragé le Gouvernement à s'appuyer sur les mesures mises en place pour poursuivre sur sa lancée et maintenir ses acquis en matière d'élimination progressive des HCFC et se conformer à la réduction progressive des HFC telle que stipulée dans l'Amendement de Kigali.

Belize

3. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Belize (phase XII) et a relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a relevé que le Gouvernement continuait de mettre en œuvre efficacement le système de licences pour les HCFC et les HFC par le biais du système national de guichet unique et de maintenir le respect des objectifs du Protocole de Montréal et de l'Accord qu'il a passé avec le Comité exécutif pour l'élimination progressive des HCFC, ainsi que ses obligations découlant de l'Amendement de Kigali. Le Comité exécutif a salué l'engagement du pays dans la mise en œuvre des activités d'élimination progressive des SAO et de réduction progressive des HFC. Le Comité exécutif a encouragé le Gouvernement à s'appuyer sur les mesures mises en place pour poursuivre sur sa lancée et maintenir ses acquis en matière d'élimination progressive des HCFC et se conformer à la réduction progressive des HFC telle que stipulée dans l'Amendement de Kigali.

Bhoutan

4. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Bhoutan (phase X), et il relevé avec satisfaction que ce pays avait

soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a relevé que le Gouvernement coordonnait le plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC (PGEH) pour une élimination accélérée des HCFC et prépare la stratégie et le plan de mise en œuvre relatifs à la phase I de son plan de mise en œuvre des HFC de Kigali. Le Comité exécutif a également relevé la participation active des acteurs nationaux du pays aux activités de formation et de sensibilisation et aux célébrations de la Journée mondiale de l'ozone, ainsi que la participation continue du Gouvernement aux événements du réseau régional. Le Comité exécutif espère donc qu'au cours des trois prochaines années, le Gouvernement du Bhoutan poursuivra avec succès la mise en œuvre de son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, dans le but de parvenir à l'élimination complète de la consommation de HCFC d'ici le 1er janvier 2025.

Botswana

5. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Botswana (phase VII), et il a relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a pris note de la mise en œuvre du système d'octroi de permis et de quotas, de la formation des douaniers et des frigoristes, ainsi que des activités de sensibilisation du public et de diffusion d'informations visant à réduire sa consommation de HCFC. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par le Botswana pour réduire la consommation de HCFC et espère donc que, dans les trois prochaines années, le Gouvernement du Botswana poursuivra avec succès la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC et les activités de renforcement des institutions pour préparer le pays à atteindre la réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC requise d'ici le 1er janvier 2025.

Brunéi Darussalam

6. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Brunéi Darussalam (phase IX) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a relevé que le pays maintenait un système solide d'octroi de permis et de quotas pour contrôler le commerce des HCFC par l'intermédiaire du guichet unique national du Brunéi Darussalam. Le Comité exécutif a relevé avec satisfaction que le Gouvernement avait accéléré la ratification de l'Amendement de Kigali, ce qui a permis des progrès significatifs. Le Comité espère donc que la phase IX du projet de renforcement des institutions aidera le Brunéi Darussalam à se conformer aux obligations découlant du Protocole de Montréal tout en garantissant l'intégration de la dimension de genre dans la mise en œuvre des activités relatives au Protocole de Montréal.

République centrafricaine

7. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la République centrafricaine (phase VII) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a également salué les progrès accomplis par le pays dans l'élimination progressive de la consommation de SAO grâce à l'application de contrôles des importations de SAO par le biais d'un système d'octroi de permis et de quotas, malgré la situation. Le Comité exécutif espère donc que la République centrafricaine sera en mesure de soumettre son plan de gestion de l'élimination des HCFC afin d'atteindre et de maintenir le prochain objectif de contrôle du Protocole de Montréal.

Côte d'Ivoire

8. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de la Côte d'Ivoire (phase XI) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Des progrès ont également été constatés dans les efforts déployés par la Côte d'Ivoire pour éliminer progressivement la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) au cours de la période du projet. Le Comité exécutif a également pris note des mesures d'application de la loi mises en œuvre pour contrôler les importations de SAO et de HFC au moyen d'un système d'octroi de permis et de quotas, ainsi que de la formation complète dispensée aux douaniers et aux frigoristes. Par ailleurs, les initiatives de la Côte d'Ivoire visant à réduire la consommation de HCFC et de HFC ont été remarquées. Le Comité exécutif espère donc que, dans les trois prochaines années, le Gouvernement poursuivra avec succès la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC et les activités de renforcement des institutions pour préparer le pays à atteindre la réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC requise d'ici le 1er janvier 2025.

Fidji

9. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions des Fidji (phase XIV) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a également relevé les efforts déployés par le Gouvernement fidjien pour maintenir la coopération avec les parties prenantes nationales et mener des activités de sensibilisation, notamment lors des Journées mondiales de l'ozone, et de la participation active du pays aux événements du réseau régional. Le Comité espère donc que la prochaine phase du projet de renforcement des institutions et le plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC aideront les Fidji à se conformer à leurs obligations au titre du Protocole de Montréal tout en garantissant l'intégration de la dimension de genre dans la mise en œuvre.

Guinée

10. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement institutionnel de la Guinée (phase XIII) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis des données pour 2022 et 2023 au Secrétariat de l'Ozone, ce qui montre sa volonté de se conformer au Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a également pris note des efforts déployés par la Guinée pour éliminer progressivement la consommation de SAO grâce à des mesures d'application mises en œuvre pour contrôler les importations de SAO par le biais d'un système d'octroi de permis et de quotas, ainsi que de la formation complète dispensée aux douaniers et aux frigoristes. Par ailleurs, le Comité exécutif a pris note des initiatives de la Guinée visant à réduire la consommation de HCFC et de HFC. Le Comité espère donc qu'au cours des trois prochaines années, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de son plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC et de ses projets de renforcement des institutions, dans le but de parvenir à une réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC d'ici le 1er janvier 2025 et d'entamer la mise en œuvre de la phase I de son plan de mise en œuvre des HFC de Kigali.

Honduras

11. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour le Honduras (phase XI) et relevé avec satisfaction que ce pays s'était acquitté de ses obligations en matière de transmission de données, d'élimination des HCFC et d'élimination progressive des HFC découlant du Protocole de Montréal. Le Comité a également relevé que le pays avait coordonné les activités au titre de la phase II de son plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC

(PGEH), première et deuxième tranches, soumis la phase I du plan de mise en œuvre des HFC de Kigali (KIP) pour une réduction de 10 % des HFC, et organisé des sessions de formation pour les douaniers. En outre, le Comité exécutif a relevé que le Gouvernement encourageait la participation continue des parties prenantes à la mise en œuvre du Protocole de Montréal au niveau national, organisait des activités de sensibilisation et célébrait la Journée mondiale de l'ozone, et participait activement aux événements du réseau régional. Le Comité exécutif a reconnu les difficultés auxquels le Gouvernement du Honduras s'était heurté pour mettre en œuvre les projets et a remarqué qu'il a pu obtenir des résultats satisfaisants. Le Comité exécutif espère donc qu'au cours des trois prochaines années, le Gouvernement poursuivra avec succès la mise en œuvre du PGEH, du KIP et des activités du projet de renforcement des institutions afin de se conformer au Protocole de Montréal tout en garantissant l'intégration de la perspective de genre dans toutes les activités mises en œuvre.

Jamaïque

12. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions de la Jamaïque (phase XII) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité a également relevé que le Gouvernement continue de mettre en œuvre le système de permis pour les HCFC et de se conformer aux obligations d'élimination progressive des HCFC du Protocole de Montréal et à la consommation maximale autorisée, comme spécifié dans l'Accord qu'il a passé avec le Comité exécutif, ainsi qu'à ses obligations au titre de l'Amendement de Kigali. Le Comité a pris note des efforts déployés par le Gouvernement pour s'appuyer sur les mesures déjà prises afin de garantir que le pays poursuive sa lancée et maintienne ses acquis en matière d'élimination progressive des HCFC et poursuive ses progrès vers la ratification de l'Amendement de Kigali.

Kirghizistan

13. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Kirghizistan (phase XII) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité a également relevé que le pays avait achevé avec succès la mise en œuvre de son plan de gestion accélérée de l'élimination des HCFC en décembre 2021 et que la première étape de son plan de mise en œuvre des HFC de Kigali avait été approuvée en 2023. Le Comité exécutif espère donc qu'au cours de la phase à venir, le Gouvernement du Kirghizistan poursuivra la mise en œuvre du projet de renforcement des institutions, maintiendra les acquis en matière d'élimination progressive des HCFC et satisfera à la première obligation de réduction progressive des HFC prévue par l'Amendement de Kigali.

Lesotho

14. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Lesotho (phase XII) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a également relevé que le Gouvernement du Lesotho avait mis en place un système d'octroi de permis et de quotas pour contrôler les importations de substances appauvrissant la couche d'ozone et qu'il avait formé des douaniers et des frigoristes. Le Comité a pris note des efforts déployés par le Lesotho pour réduire la consommation de HCFC et espère que, dans les trois prochaines années, le Lesotho poursuivra la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC, de la phase I du plan de mise en œuvre des HFC de Kigali et des activités du projet de renforcement institutionnel et atteindra la réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC requise

d'ici le 1er janvier 2025 et respectera la première obligation de réduction progressive des HFC découlant de l'Amendement de Kigali.

Malawi

15. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de projet de renforcement des institutions pour le Malawi (phase XIV) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a salué le fait que le Malawi dispose d'un système de permis et de quotas et que le pays a organisé des formations pour les douaniers et les frigoristes ainsi que des activités de sensibilisation. Le Comité exécutif a pris note des efforts déployés par le Malawi pour réduire la consommation des substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal et espère donc qu'au cours des trois prochaines années, ce pays poursuivra la mise en œuvre de la phase II de son plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC, de la phase I de son plan de mise en œuvre des HFC de Kigali et qu'il continuera à mettre en œuvre des activités liées à des projets de renforcement des institutions afin de préparer le pays à atteindre la réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC requise d'ici le 1er janvier 2025 et à maintenir le gel de la consommation de HFC de 2024.

Îles Marshall

16. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour les Îles Marshall (phase IX) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a également relevé que les Îles Marshall avaient maintenu leur consommation de SAO à zéro au cours de la mise en œuvre de la phase VIII du projet de renforcement des institutions. Le Comité exécutif a par ailleurs pris note des efforts déployés par le Gouvernement pour mettre en œuvre les contrôles obligatoires des HFC et des mélanges de HFC par arrêté ministériel. Le Comité exécutif a en outre relevé la participation du pays aux réunions du réseau régional, malgré les difficultés rencontrées pour participer aux réunions du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif espère donc que la prochaine phase du projet de renforcement des institutions ainsi que le plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC aideront les Îles Marshall à se conformer à leurs obligations au titre du Protocole de Montréal tout en garantissant l'intégration de la dimension de genre dans les activités mises en œuvre.

Mauritanie

17. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Mauritanie (phase IX) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a également pris note des efforts déployés par la Mauritanie pour éliminer progressivement la consommation de SAO pendant la durée du projet, grâce à un système de permis et de quotas, ainsi qu'à la formation dispensée aux douaniers et aux frigoristes. Le Comité exécutif a en outre pris note des initiatives de la Mauritanie visant à réduire la consommation de HCFC. Le Comité espère donc que la Mauritanie poursuivra la mise en œuvre de son plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC et de son projet de renforcement des institutions, avec pour objectif de parvenir à une réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC d'ici le 1er janvier 2025 ainsi qu'à la ratification de l'Amendement de Kigali et au lancement de sa mise en œuvre.

Mozambique

18. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Mozambique (phase XI) et relevé avec satisfaction que le pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a également relevé que le Gouvernement du Mozambique avait pris des mesures pour éliminer progressivement sa consommation de SAO, notamment en mettant en œuvre des contrôles des importations de SAO au moyen d'un système de permis et de quotas, et en formant des douaniers et des frigoristes. Le Comité exécutif a pris note des efforts déployés par le Mozambique pour réduire la consommation de HCFC et espère donc qu'au cours des trois prochaines années, le Mozambique poursuivra avec succès la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC, de la phase I du plan de mise en œuvre des HFC de Kigali et des activités du projet de renforcement institutionnel pour préparer le pays à atteindre la réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC requise d'ici le 1er janvier 2025 et à respecter la première obligation de réduction progressive des HFC en vertu de l'Amendement de Kigali.

Népal

19. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions du Népal (phase XII) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif espère donc que, dans la prochaine phase, le Gouvernement du Népal poursuivra la mise en œuvre du projet de renforcement des institutions et du plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC afin de préparer le pays à éliminer progressivement les HCFC d'ici 2030 et de veiller à ce que le pays ratifie l'Amendement de Kigali.

Saint-Kitts-et-Nevis

20. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Saint-Kitts-et-Nevis (phase IX) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a encouragé le Gouvernement à poursuivre sur sa lancée afin de rester en conformité avec le Protocole de Montréal et à mettre en œuvre des activités dans le cadre de la prochaine phase II du plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC.

Seychelles (Les)

21. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour Les Seychelles (phase XI) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité a également relevé que Les Seychelles disposait d'un système d'octroi de permis et de quotas et qu'il avait organisé des formations pour les douaniers et les frigoristes ainsi que des activités de sensibilisation. Le Comité exécutif a pris note des efforts déployés par Les Seychelles pour réduire la consommation de HCFC plus tôt que prévu par le Protocole de Montréal et espère donc que, dans les trois prochaines années, le Gouvernement des Seychelles poursuivra la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC, la phase I du plan de mise en œuvre des HFC de Kigali et les activités du projet de renforcement des institutions afin de préparer le pays à maintenir l'élimination complète des HCFC et à geler sa consommation de HFC au niveau de référence.

Sierra Leone

22. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Sierra Leone (phase X) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a également relevé que le Gouvernement de la Sierra Leone avait pris des mesures pour éliminer progressivement sa consommation de HCFC, notamment la mise en œuvre de contrôles des importations par le biais d'un système d'octroi de permis et de quotas et la formation des douaniers et des frigoristes. Le Comité exécutif a pris note des efforts déployés par la Sierra Leone pour réduire sa consommation de HCFC et espère donc qu'au cours des trois prochaines années il poursuivra avec succès la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC, de la phase I du plan de mise en œuvre des HFC de Kigali et des activités du projet de renforcement des institutions afin de préparer le pays à atteindre et à maintenir la réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC requise d'ici le 1er janvier 2025 et la réduction de 10 % de la consommation de HFC du pays par rapport à la valeur de référence d'ici 2029.

Ouganda

23. Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour l'Ouganda (phase VI) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a relevé que l'Ouganda disposait d'un système d'octroi de permis et de quotas pour les HCFC et les HFC, et que le pays avait assuré la formation des douaniers et des frigoristes et organisé des activités de sensibilisation au cours de la phase précédente. Le Comité exécutif a pris note des efforts déployés par le Gouvernement de l'Ouganda pour réduire la consommation de HCFC et espère donc qu'au cours des trois prochaines années, le Gouvernement poursuivra avec succès la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l'élimination progressive des HCFC, de la phase I du plan de mise en œuvre des HFC de Kigali et des activités du projet de renforcement des institutions afin que le pays parvienne à la réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC requise d'ici le 1er janvier 2025 et à geler sa consommation de HFC au niveau de la valeur de référence.

République-Unie de Tanzanie

24. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement institutionnel pour la République-Unie de Tanzanie (phase IX) et a relevé avec satisfaction que le pays était en bonne voie pour respecter les mesures de contrôle des HCFC et des HFC du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a relevé que le Gouvernement tanzanien disposait d'un système d'octroi de permis et de quotas et que le pays avait organisé des formations pour les douaniers et les frigoristes, outre les activités de sensibilisation et de préparation de la phase II du PGEH. Le Comité exécutif espère donc que le Gouvernement poursuivra avec succès la mise en œuvre des activités d'élimination progressive des HCFC afin d'atteindre une réduction de 67,5 % de la consommation de HCFC d'ici le 1er janvier 2025.

Viet Nam

25. Le Comité exécutif a examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement institutionnel pour le Viet Nam (phase XV) et relevé avec satisfaction que ce pays avait soumis les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'Ozone et celles du programme de pays au Secrétariat du Fonds pour 2022 et 2023, ce qui montre sa conformité avec le calendrier d'élimination progressive du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a relevé que le Viet Nam continuait d'appliquer un système d'octroi de permis et de quotas pour l'import-export de HCFC et avait mis en œuvre un système de quotas pour les HFC venant en complément de son système de permis pour les HFC à compter du 1er

janvier 2024. Le Comité exécutif espère donc que le Gouvernement du Viet Nam poursuivra ses activités, tant au niveau des projets qu'au niveau réglementaire, pour lui permettre d'atteindre les objectifs du Protocole de Montréal.
